

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3997

[C — 2002/28058]

19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 juin 2002;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 20 décembre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur du tourisme, donné le 20 décembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2001;

Considérant qu'il y a lieu de garantir au citoyen le libre accès aux infrastructures de tourisme fluvial;

Considérant qu'il s'impose dès lors d'uniformiser les modes de gestion des infrastructures de tourisme fluvial concédées par la Région;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Les concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne sont soumises aux règles du cahier des charges figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Délégation est donnée au Directeur général de la Direction générale des Voies hydrauliques (DG2) pour approuver les concessions particulières ainsi que les avenants à celles-ci et pour agréer les cessionnaires et les sous-cessionnaires visés à l'article 15 du cahier des charges figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

CONCESSION D'INFRASTRUCTURES DE TOURISME FLUVIAL

CAHIER DES CHARGES

Objet du cahier des charges

Article 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables de la Région wallonne.

Description et destination des infrastructures de tourisme fluvial

Art. 2.1. La situation, la description et la destination des infrastructures concédées sont précisées dans la concession particulière.

La concession ne concerne que l'infrastructure de tourisme fluvial concédée.

2.2. Les infrastructures de tourisme fluvial sont de trois types :

— la halte nautique (2.2.1);

— le relais nautique (2.2.2);

— le port de plaisance (2.2.3).

2.2.1. Halte nautique

La halte nautique ne permet que le stationnement limité dans le temps (quelques heures) des bateaux qui s'y arrêtent. La durée maximale du stationnement ainsi que les périodes annuelles d'ouverture de la halte sont communiquées par avis à la batellerie. Cette infrastructure comprend au minimum :

- 1° l'infrastructure d'accostage et de débarquement;
- 2° un équipement assurant le respect de l'environnement et l'information du visiteur;

2.2.2. Relais nautique

Le relais nautique ne permet l'amarrage de plusieurs bateaux que pendant quelques jours. La durée maximale d'amarrage ainsi que les périodes annuelles d'ouverture du relais sont communiquées par avis à la batellerie. Outre les infrastructures de la halte, le relais nautique comprend au minimum :

- 1° l'infrastructure de raccordement des bateaux à l'eau et à l'électricité;
- 2° un local sanitaire comprenant des W.C., des lavabos et des douches;
- 3° l'éclairage des zones de stationnement des bateaux.

2.2.3. Port de plaisance

Le port de plaisance permet l'amarrage des bateaux pendant plusieurs jours ou en permanence. Les périodes annuelles d'ouverture sont communiquées par avis à la batellerie. Outre les infrastructures du relais nautique, le port de plaisance comprend :

- 1° des lavoirs;
- 2° des locaux d'accueil;
- 3° un service d'accueil.

Redevance

Art. 3.1. Taux permettant l'établissement de la redevance annuelle.

Les taux permettant l'établissement de la redevance annuelle pour l'occupation des biens concédés s'établissent comme suit à la date du 1^{er} janvier 2001 :

- 1° pour l'occupation des terrains : valeur locative déterminée par l'Administration des Domaines avec un minimum de 0,05 euro/m²;
- 2° pour la gare d'eau : 0,25 euro/m².

Le montant de la redevance ainsi déterminé est arrondi à l'euro supérieur.

3.2. Révision du montant de la redevance annuelle.

Le montant de la redevance est révisé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, édité par le Ministère des Affaires économiques.

La révision se fait une fois par an, à la date anniversaire de la prise de cours de la concession particulière, par application de la formule suivante :

$$\frac{\text{(montant de la redevance annuelle de base)} \times \text{(indice des prix à la consommation du mois précédant celui de la date anniversaire)}}{\text{indice des prix à la consommation du mois précédant la conclusion de la concession particulière}}$$

Le montant ainsi déterminé est arrondi à l'euro supérieur.

Entrée en vigueur et durée de la concession particulière

Art. 4. La concession particulière prend cours le premier jour du mois suivant la date de sa signature par la Région wallonne.

La concession est accordée pour une durée de quinze années consécutives, sans reconduction tacite.

Toutefois, sur demande écrite du concessionnaire adressée au moins deux ans avant l'échéance par lettre recommandée à la poste, la Région wallonne peut décider soit la reconduction pure et simple de la concession, soit l'élaboration d'une nouvelle convention s'appuyant sur des conditions financières et techniques différentes.

La décision de la Région wallonne est communiquée au concessionnaire au plus tard dans un délai de six mois à compter de la demande de reconduction. A défaut de décision notifiée dans ce délai, la concession prend fin à l'échéance prévue.

Paiement des sommes dues

Art. 5.1. Exigibilité de la redevance

La première redevance est due dès la prise de cours de la concession particulière.

Les redevances suivantes viennent à échéance à la date anniversaire de cette prise de cours.

Les redevances sont payées dans les soixante jours calendrier de la date indiquée dans l'invitation de paiement, adressée au concessionnaire par le service financier de la Région.

5.2. Retard dans les paiements.

Tout retard de paiement entraîne de plein droit, au profit de la Région wallonne, le paiement d'intérêts de retard calculés au taux légal.

La période de retard est constituée du nombre de jours calendrier écoulés entre la date où le paiement aurait dû, au plus tard, être effectué et le jour (inclus) où le montant dû parvient sur le compte de la Région wallonne.

= Le calcul des intérêts de retard s'effectue selon la formule suivante :

$$\text{(montant de la redevance due)} \times \text{(période de retard en jours calendrier)} \times \text{(taux légal)}$$

Cautionnement

Art. 6.1. Le montant du cautionnement est fixé dans la concession particulière.

6.2. Le concessionnaire est tenu d'apporter la preuve de la constitution du cautionnement au plus tard au moment de la conclusion de la concession particulière.

6.3. Le cautionnement est revu par la Région chaque fois qu'une nouvelle construction est érigée sur l'assiette de la concession ou que des transformations sont apportées à une construction existante.

Le supplément de cautionnement à constituer est fixé à dix pour-cent du coût des travaux réalisés.

La preuve de l'adaptation du cautionnement est fournie dans un délai d'un mois à dater de la notification qui en est faite par la Région, par lettre recommandée à la poste.

6.4. Le montant du cautionnement est révisé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, édité par le Ministère des Affaires économiques.

La révision se fait une fois par an, à la date anniversaire de la prise de cours de la concession particulière par application de la formule suivante :

$$\frac{(\text{montant du cautionnement}) \times (\text{indice des prix à la consommation du mois précédant celui de la date anniversaire})}{\text{indice des prix à la consommation du mois précédant la conclusion de la concession particulière}}$$

Le montant ainsi déterminé est arrondi à l'euro supérieur.

6.5. Le concessionnaire est tenu de reconstituer le cautionnement dans son intégralité dans le mois qui suit la notification qui lui est faite par lettre recommandée à la poste de tout prélèvement opéré par la Région sur celui-ci. Il doit en apporter la preuve dans ce même délai.

6.6. Le cautionnement est libéré dans un délai de trois mois à compter de la date du procès-verbal de réception visé à l'article 18.4.

Paiement des taxes et impôts. — Frais de raccordement et d'utilisation des services

Art. 7. Le concessionnaire s'engage à payer toutes les contributions, précompte immobilier, impositions ou taxes quelconques, existantes ou futures sur les biens concédés et sur les constructions et installations de toute espèce qu'il pourrait ériger au cours de la concession.

Les frais des raccordements éventuels à établir sur les biens concédés et sur toutes les installations, ainsi que les frais de consommations (eau, gaz, électricité, téléphone, télédistribution...) sont à charge du concessionnaire, sauf disposition contraire dans la concession particulière.

Etat des lieux d'entrée

Art. 8. Les biens concédés sont mis à la disposition du concessionnaire dans l'état où ils se trouvent, avec toutes les servitudes actives ou passives qu'ils comprennent. Le concessionnaire reconnaît avoir examiné les biens concédés et avoir pris connaissance de leur état.

La Région wallonne n'est tenue à aucune garantie du chef des vices apparents affectant les biens concédés, de quelque nature qu'ils soient.

Un état des lieux contradictoire d'entrée, avec reportage photographique, est dressé avec le plus grand soin et approuvé par les représentants des parties à la concession particulière, dans les trente jours calendrier de la date de prise de cours de la concession. Ce document doit comprendre un relevé exhaustif de l'ensemble des biens se trouvant sur le domaine concédé et une description détaillée de leur état. Sa rédaction est à charge du concessionnaire. Cet état des lieux fait partie intégrante de la concession particulière.

Conditions d'utilisation, de gestion, d'entretien et de réparation des biens concédés

Art. 9.1. Obligations dans le chef du concessionnaire.

9.1.1. *Obligations liées à l'utilisation et à la gestion des infrastructures concédées.*

D'une manière générale :

9.1.1.a. Le concessionnaire ne peut user de l'infrastructure de tourisme fluvial concédée que conformément à sa destination et de manière raisonnable, dans le respect des lois et règlements.

Il est notamment tenu de respecter :

1° les dispositions du règlement général des voies navigables du Royaume;

2° les dispositions reprises dans le décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des Voies hydrauliques.

9.1.1.b. Le concessionnaire doit obtenir, auprès des administrations compétentes, toutes les autorisations, présentes et à venir, nécessaires à l'exploitation des biens concédés.

9.1.1.c. Le concessionnaire est tenu d'effectuer à ses frais les contrôles légaux périodiques des immeubles et équipements faisant l'objet de la concession particulière, ou qu'il a érigés ou fait ériger sur les biens concédés.

9.1.1.d. Le concessionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers et de la Région wallonne, des pertes, dégâts, accidents ou dommages pouvant résulter de l'usage de la concession.

9.1.1.e. Le concessionnaire veille au respect des durées de stationnement et d'amarrage communiquées par les avis à la batellerie.

9.1.1.f. Le concessionnaire prend, à ses frais, les mesures nécessaires à la sauvegarde des installations concédées.

Plus particulièrement :

9.1.1.g. Le concessionnaire est tenu :

1° pour la halte nautique :

a) d'enlever périodiquement les ordures;

b) de mettre à jour l'information des plaisanciers;

2° pour le relais nautique, outre les obligations liées à la halte nautique :

a) de nettoyer périodiquement les locaux;

b) de désinfecter périodiquement les locaux;

c) de maintenir les canalisations hors gel;

3° pour le port de plaisance, outre les obligations liées au relais nautique :

- a) de tenir un registre d'entrée et de sortie des bateaux, selon le modèle édité par la Région;
- b) de tenir une liste d'attente des bateaux souhaitant séjourner en permanence, selon le modèle édité par la Région.

9.1.1.h. Les dispositions qui précèdent sont complétées par des obligations spécifiques aux infrastructures concédées, définies dans la concession particulière.

9.1.2. *Obligations liées à l'entretien des infrastructures concédées.*

9.1.2.a. Le concessionnaire est tenu de maintenir l'infrastructure de tourisme fluvial concédée en parfait état. A cette fin, il est tenu notamment :

1° pour la halte nautique :

- a) d'entretenir les appontements en ce compris le renouvellement des surfaces de circulation;
- b) d'entretenir les abords : taille des plantations, tonte des pelouses, entretien des sentiers, remise en état des clôtures et des enceintes,...;
- c) d'effectuer les travaux de peinture annuels;
- d) d'entretenir les berges au dessus du niveau de l'eau;
- e) de maintenir en ordre l'infrastructure destinée à l'information des plaisanciers et les infrastructures de collecte des ordures.

2° pour le relais nautique, en plus des obligations d'entretien de la halte nautique :

- a) d'entretenir les locaux sanitaires;
- b) d'entretenir les équipements d'eau et d'électricité.

3° pour le port de plaisance, en plus des obligations liées au relais nautique :

- a) d'entretenir les infrastructures d'accueil;
- b) d'entretenir les lavoirs.

9.1.2.b. Le concessionnaire est tenu d'enlever de la voie d'eau les produits exogènes se trouvant dans la zone concédée et qui ne sont pas issus du mouvement naturel de l'eau. Il en est notamment ainsi des bateaux coulés.

9.1.2.c. Les dispositions qui précèdent sont complétées par des obligations spécifiques aux infrastructures concédées, définies dans la concession particulière.

9.1.3. *Obligations liées à la réparation de l'infrastructure.*

9.1.3.a. Le concessionnaire est tenu de réparer :

- 1° tous les dégâts occasionnés à l'infrastructure suite à son usage;
- 2° tous les dégâts résultant d'un phénomène naturel ou de la force majeure et occasionnés aux infrastructures autres que les berges, le lit de la voie d'eau et les appontements.

9.1.3.b. Les dispositions qui précèdent sont complétées par des obligations spécifiques aux infrastructures concédées, définies dans la concession particulière.

9.2. *Obligations dans le chef de la Région wallonne.*

9.2.1. Les travaux de réparation aux berges, dus à la vétusté, à la force majeure ou à un phénomène naturel sont effectués par la Région.

9.2.2. La Région réalise également les dragages des gares d'eau. Elle reste seul juge de l'opportunité d'effectuer ce dragage et n'est pas tenue de l'effectuer à un moment précis. Le concessionnaire ne peut réclamer aucune indemnité de ce chef.

9.2.3. Les réparations ou le remplacement des appontements, pour cause de vétusté, de force majeure ou par suite d'un phénomène naturel sont à la charge de la Région.

9.2.4. La Région notifie au concessionnaire, par lettre recommandée à la poste, toute prévision de travaux, au moins trois mois avant le début de ceux-ci, sauf dans les cas d'urgence où les travaux débutent aussitôt que possible après la notification.

9.2.5. Pour le surplus, la Région n'est tenue à aucun entretien des biens concédés, ces opérations et les frais y afférents étant à charge exclusive du concessionnaire.

9.2.6. Lorsque les travaux à charge de la Région entraînent l'indisponibilité partielle ou totale des biens concédés, le concessionnaire a droit à une réduction de la redevance annuelle suivante, au prorata de la surface indisponible et de la durée de l'indisponibilité.

Respect du caractère public des infrastructures de tourisme fluvial

Art. 10. L'infrastructure de tourisme fluvial concédée fait partie du domaine public de la Région.

Le concessionnaire est tenu de faire respecter le caractère public de l'infrastructure de tourisme fluvial concédée par son personnel ainsi que par toute personne ou organisme chargé par lui de la gestion des installations. Cela implique notamment l'obligation de garantir le libre accès de l'infrastructure à tous les plaisanciers, sans aucune discrimination.

A cette fin, le concessionnaire établit un règlement d'exploitation de l'infrastructure de tourisme fluvial et le soumet à l'approbation préalable de la Région dans un délai de trois mois à compter de la prise de cours de la concession particulière.

Le règlement d'exploitation ne peut en aucun cas déroger au cahier des charges ni à la concession particulière. Toute clause du règlement d'exploitation dérogeant au cahier des charges est nulle et non avenue. La Région a le droit de faire modifier d'office les articles du règlement d'exploitation qui contreviendraient à la sauvegarde du caractère public de l'infrastructure de tourisme fluvial concédée.

Le concessionnaire est tenu de respecter la même procédure pour toute modification ultérieure apportée au règlement d'exploitation.

Accès aux biens concédés

Art. 11. Les agents de la Région doivent avoir accès en tout temps aux infrastructures concédées pour exercer leurs missions, notamment pour contrôler le respect des durées de stationnement et d'amarrage dans le chef des plaisanciers.

Les agents de la Région ont également accès, en tout temps, aux infrastructures concédées afin de contrôler le respect par le concessionnaire de ses obligations découlant du présent cahier des charges et de la concession particulière.

L'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche (franc-bord) est d'application, sauf dispositions légales contraires.

Tarifs applicables aux plaisanciers

Art. 12. Le concessionnaire fixe les tarifs ainsi que les conditions de paiement applicables aux plaisanciers et les communique à la Région. Toute modification apportée aux tarifs ainsi qu'aux conditions de paiement est également communiquée à la Région.

En aucun cas, ces tarifs ne peuvent dépasser les limites suivantes :

	Par année (en permanence) ou durée de 5 mois min.	Par mois	Par semaine (7 jours)	Par nuitée
Port de plaisance	50 euros/mètre courant	12,5 euros/mètre courant	Forfait de 60 euros	Forfait de 12,5 euros
Relais nautique	Sans objet	10 euros/mètre courant	Forfait de 50 euros	Forfait de 10 euros
Halte nautique	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet

Ces tarifs ne comprennent pas la fourniture d'eau, d'électricité et le dépôt d'immondices.

La longueur du bateau est calculée en arrondissant à l'unité supérieur de mètre courant.

Le stationnement dans les haltes nautiques est gratuit.

Les tarifs susvisés sont révisés conformément à l'article 3.2. du présent cahier des charges.

Information des plaisanciers

Art. 13. Le concessionnaire met à la disposition des plaisanciers une copie du présent cahier des charges aux fins de consultation. Dans le cas de la halte nautique, seul l'article 10 du présent cahier des charges doit être affiché.

Le concessionnaire affiche également, à l'entrée de l'infrastructure de tourisme fluvial, le règlement d'exploitation approuvé par la Région.

Constructions et travaux sur les biens concédés

Art. 14.1. Autorisation de construire ou de réaliser des travaux sur les biens concédés.

Le concessionnaire peut ériger des constructions ou effectuer des travaux sur les terrains concédés, pour autant qu'il se conforme aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière.

Avant la réalisation de constructions ou de travaux sur les biens concédés, le concessionnaire est tenu de solliciter l'autorisation préalable et écrite de la Région.

A cette fin, le concessionnaire transmet à la Région un dossier complet comprenant obligatoirement un dossier technique (les plans et documents y relatifs,...), un dossier financier (coût des travaux et mode de financement : emprunt, subsides, etc.) et un dossier économique (impact des travaux sur le développement de l'infrastructure).

Sur la base du dossier visé à l'alinéa précédent, la Région peut s'engager à reprendre, en fin de concession, la propriété des constructions que le concessionnaire projette d'ériger. Elle notifie son engagement au concessionnaire en même temps qu'elle donne son accord pour la réalisation des constructions ou travaux.

14.2. Aliénation des constructions.

Il est interdit au concessionnaire d'aliéner ou d'hypothéquer, au profit d'un tiers, les constructions élevées par lui sur le terrain concédé, sauf accord préalable et écrit de la Région.

14.3. Travaux à charge de la Région.

Au cours de la concession, la Région n'est tenue à la réalisation d'aucun nouvel ouvrage ni construction, sauf disposition contraire dans la concession particulière.

La Région notifie au concessionnaire, par lettre recommandée à la poste, toute prévision de modification de l'état des lieux, au moins trois mois avant le début des travaux, sauf dans les cas d'urgence où les travaux débutent aussitôt que possible après la notification. Le concessionnaire est expressément tenu d'accorder toute facilité pour l'exécution des travaux commandés ou autorisés par la Région sur les biens concédés.

14.4. Renonciation au bénéfice de l'accession.

La Région renonce purement et simplement, à titre gratuit, pendant la durée de la concession, au profit du concessionnaire, au bénéfice de l'accession lui appartenant en vertu des dispositions du Code civil sur l'infrastructure de tourisme fluvial concédée, de telle sorte que le concessionnaire est propriétaire exclusif des constructions qu'il aura érigées ou fait ériger à ses frais.

La Région demeure propriétaire du fonds.

Cession, sous-cession ou remise en gestion de l'infrastructure de tourisme fluvial par le concessionnaire à un tiers

Art. 15.1. Sauf autorisation préalable et écrite de la Région, il est interdit au concessionnaire de céder la concession ou de sous-concéder les biens, en tout ou en partie.

15.2. En cas de cession, le concessionnaire doit être agréé par la Région. Il devient le seul interlocuteur de la Région et le présent cahier des charges ainsi que la concession particulière lui sont intégralement applicables.

Le concessionnaire originaire est délié de ses obligations.

15.3. En cas de sous-cession, le sous-concessionnaire doit être agréé par la Région. Le concessionnaire demeure toutefois le seul interlocuteur de la Région et n'est pas délié de ses obligations.

Le contrat de sous-cession doit être approuvé par la Région.

Le concessionnaire doit veiller à ce que le sous-concessionnaire respecte le règlement d'exploitation approuvé par la Région. Il n'appartient pas au sous-concessionnaire de rédiger son propre règlement d'exploitation ni de tenir la liste d'attente visée à l'article 9.1.1.g, 3°.

Le sous-concessionnaire se voit appliquer les droits et obligations découlant du présent cahier des charges et de la concession particulière.

Le concessionnaire ne peut octroyer au sous-concessionnaire aucun droit réel sur les installations ou constructions érigées sur les biens concédés autres que ceux prévus dans le présent cahier des charges, sans l'accord préalable et écrit de la Région wallonne.

15.4. Suit le sort de la concession tout engagement contracté par le concessionnaire avec des tiers, dont les effets sont accessoires aux droits – notamment de superficie – et obligations du concessionnaire résultant de la concession. Le concessionnaire est tenu d'en informer les tiers intéressés.

15.5. Il est interdit au concessionnaire de délivrer à des tiers des autorisations précaires sur les infrastructures concédées, sauf accord préalable et écrit du concédant.

Modification de la concession

Art. 16. Lors de toute modification de l'infrastructure de tourisme fluvial concédée, les parties à la concession particulière adaptent celle-ci à la nouvelle situation par voie d'avenant.

Responsabilité et assurances

Art. 17.1. Responsabilité.

Le concessionnaire prend à sa charge la responsabilité de tous les dommages ou accidents qui pourraient être liés à l'exploitation des biens concédés et, de manière générale, à l'exercice des droits et obligations lui conférés par la concession.

Il renonce à tous recours contre la Région du chef de tels dommages ou accidents et s'engage à le faire mentionner dans ses contrats d'assurance.

Par ailleurs, il garantit la Région contre tout recours qui pourrait être exercé contre elle du chef des dommages ou accidents précités, en ce compris les recours fondés sur l'article 1384, alinéa 1^{er} (vice de la chose), ou 544 (trouble de voisinage) du Code civil. Il intervient volontairement dans les procédures mues à ce titre contre la Région.

Ces conditions doivent être clairement mentionnées dans tous les contrats, et la preuve doit en être apportée par le concessionnaire lors du transmis des attestations dont question ci-après.

17.2. Assurances.

17.2.1. *Généralités*

Le concessionnaire est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance établies dans un Etat membre de l'Union européenne et agréée en Belgique, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, la responsabilité civile en général et tous les risques spéciaux liés à son activité. Toutes les assurances doivent couvrir les risques matériels et corporels.

Le concessionnaire s'engage à faire couvrir ces risques, par son assureur, d'une façon suffisante, pendant toute la durée de la concession.

Pour chaque assurance, ni la renonciation au renouvellement tacite de la police, prévu par les conditions générales, ni la dénonciation de l'assurance avant l'expiration du terme pour lequel elle a été souscrite, ni les modifications de valeurs assurées qui pourraient être apportées à l'assurance des constructions, ni toute suspension ou résiliation des polices, ni le non-paiement de la prime, n'auront d'effet, vis-à-vis de la Région wallonne, qu'après un préavis d'un mois lui donné par lettre recommandée à la poste, par la compagnie d'assurances.

Le concessionnaire doit justifier de la souscription des polices d'assurance par la production d'attestations délivrées par les compagnies d'assurance, dans les trente jours calendrier de la prise d'effet de la concession particulière et ultérieurement, à toute requête de la Région wallonne. Il doit rester couvert pendant toute la durée de la concession.

Les contrats d'assurance non conformes aux dispositions du présent cahier des charges doivent être adaptés dans les quinze jours de la demande de la Région wallonne.

Les montants assurés doivent être adaptés chaque fois que nécessaire.

Tout sinistre doit être signalé, par voie recommandée, au plus tôt, et au plus tard dans les quinze jours de sa survenance à la Région wallonne.

17.2.2. Assurances particulières

Parmi les assurances dont question aux alinéas précédents, sont plus spécialement précisées celles ci-après :

17.2.2.a. Assurance incendie

Le concessionnaire souscrit une police d'assurance incendie dans le cadre de laquelle les montants garantis sont ajustés annuellement, sur la base de l'indice ABEX des prix à la consommation.

La police couvre, pour les périls incendie, foudre, explosion, chute d'avions ou d'objets venant du ciel :

- 1° la valeur de reconstruction des installations du concessionnaire et de la Région wallonne;
- 2° le paiement, à la Région, des redevances d'occupation des biens, pendant toute la durée des périodes où ils ne sont pas exploitables à la suite d'un sinistre;
- 3° les frais de déblais et de démolition;
- 4° les frais d'extinction, de sauvetage et de conservation;
- 5° le recours des voisins, tant pour les dommages matériels que pour la perte de bénéfice à concurrence de capitaux minima;
- 6° les risques électriques pour les installations électriques.

17.2.2.b. Assurance de responsabilité civile

Le concessionnaire souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile à l'égard des tiers et de la Région, du chef de l'exploitation des biens concédés.

Cette assurance comprend la responsabilité civile immeuble.

L'assurance de responsabilité civile « exploitation » contient une clause aux termes de laquelle la Région wallonne est valablement couverte en qualité d'assuré bénéficiaire.

Obligations du concessionnaire à la fin de la concession

Art. 18.1. A la fin de la concession, tous les biens concédés ou situés sur l'assiette concédée, y compris cette assiette, doivent être en parfait état.

S'agissant des biens érigés par le concessionnaire et repris par la Région, ainsi que des biens concédés, on entend par parfait état leur entretien et leur conservation en bon père de famille.

S'agissant des biens érigés dont la Région décide de ne pas reprendre la propriété, on entend par parfait état leur démolition et la remise en parfait état de l'assiette. La destruction se fait aux frais du concessionnaire, sans préjudice de l'article 20.2. Les produits de démolition doivent être évacués par celui-ci, dans le respect de la législation sur la mise en décharge des matières rencontrées.

18.2. Les parties à la concession dressent, de manière contradictoire, la liste des biens situés sur l'assiette concédée et déterminent ceux qui doivent être détruits à l'expiration de la concession, ceux dont la propriété est reprise par la Région, ainsi que les éventuels travaux à effectuer pour les remettre en parfait état.

Dans l'établissement de cette liste, il est tenu compte des engagements de reprise de propriété visés à l'article 14.1.

Lorsque la fin de la concession a lieu par expiration du terme de celle-ci, la liste est dressée dans les vingt mois qui précèdent le terme de la concession.

Lorsque la fin de la concession a lieu suite à la résiliation par l'une des parties, la liste est dressée dans les plus brefs délais à dater de la notification de la résiliation.

18.3. Il appartient au concessionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires afin que l'ensemble des biens immeubles concédés soit remis en parfait état au terme de la concession particulière ou du préavis.

En cas de manquement du concessionnaire à l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, la Région fait appel au cautionnement pour couvrir les frais engagés par elle.

18.4. A la date de l'échéance de la concession ou du préavis, la Région dresse un procès-verbal de réception constatant le parfait état de l'ensemble des biens situés sur l'assiette.

Résiliations

Art. 19.1. Disposition commune

Toute résiliation se fait par écrit, moyennant l'envoi, par lettre recommandée à la poste, d'un préavis de six mois.

19.2. Résiliation par le concessionnaire.

Le concessionnaire peut résilier la concession particulière dans les hypothèses suivantes :

- 1° en cas de force majeure;
- 2° en cas de reprise partielle des biens concédés par la Région, si le concessionnaire juge ne plus pouvoir exercer, dans des conditions normales de rentabilité, les activités autorisées sur les biens restants.

19.3. Résiliation par la Région wallonne :

19.3.1. La Région peut résilier la concession particulière dans les hypothèses suivantes :

- 1° pour cause d'utilité publique;
- 2° en cas de force majeure.

19.3.2. La Région wallonne peut également résilier la concession, à tout moment et sans indemnité, sans préjudice de son droit de réclamer, en sus, des dommages et intérêts, dans les hypothèses suivantes :

- 1° d'une manière générale, en cas de manquement persistant de la part du concessionnaire à l'une des dispositions du présent cahier des charges ou de la concession particulière.

2° plus particulièrement, en cas :

- a) de non-respect du caractère public des infrastructures de tourisme fluvial concédées;
- b) de non-paiement des redevances;
- c) d'exercice, par le concessionnaire, d'une activité différente de celle détaillée à l'article 2 de la concession particulière sur les biens concédés;
- d) de non-adaptation des contrats d'assurance aux clauses du présent cahier des charges;
- e) de mise à disposition de tiers, par le concessionnaire, des biens et terrains concédés et des constructions y érigées, sans l'accord préalable et écrit de la Région wallonne;
- f) de mauvaise gestion ou de mauvais entretien des biens et terrains concédés.

19.4. Redevance due en cas de résiliation.

En cas de résiliation, la redevance annuelle reste exigible. Toute redevance perçue est définitivement acquise à la Région.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 19.2 et 19.3.1., la redevance due est proportionnelle au délai écoulé entre la date anniversaire de la concession particulière et la date de fin du préavis.

19.5. Fin de la concession.

La concession prend fin à l'expiration du préavis prévu à l'article 19.1.

Les indemnités dues par la Région

Art. 20.1. Indemnité relative aux constructions érigées par le concessionnaire

Lorsque la Région décide de reprendre la propriété d'un bien érigé par le concessionnaire, au terme de la concession ou en cas de fin anticipée de celle-ci, elle verse au concessionnaire une indemnité correspondant à la charge financière de la part non subsidiée restant à assumer à la date de la reprise.

20.2. Indemnité due en cas de résiliation pour cause d'utilité publique ou de force majeure.

Sans préjudice de l'article 20.1., lorsqu'en application de l'article 19.3.1, la Région résilie la concession particulière pour des motifs d'utilité publique ou en cas de force majeure, elle verse au concessionnaire une indemnité correspondant au préjudice subi par le concessionnaire et au manque à gagner encouru du fait de la résiliation.

L'indemnité est fixée à dire d'experts. Elle tient compte des frais éventuels de destruction des bâtiments érigés par le concessionnaire.

Un collège d'experts est constitué pour procéder à l'évaluation de l'indemnité. Chaque partie à la concession particulière désigne un expert. Si ces deux experts ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le montant de l'indemnité, ils désignent alors un troisième expert, et le collège se prononce à la majorité des voix.

A défaut d'entente pour désigner le troisième expert, cette désignation est faite par le président du Tribunal de première instance territorialement compétent en vertu de la concession particulière, à la requête de la partie la plus diligente. Il en est de même si une partie omet de désigner son expert dans le mois de la demande qui lui a été formulée.

Publicité

Art. 21. Sans préjudice de l'application des lois et règlements en matière d'affichage et de publicité, il est formellement interdit au concessionnaire de faire aucune publicité permanente soit par enseignes, panneaux, affiches, etc. dont les messages n'ont aucun rapport avec l'activité développée sur le site.

Service dirigeant

Art. 22. Le service dirigeant pour l'exécution de la concession est le :

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

Direction de la Gestion domaniale des Voies hydrauliques
rue du Canal de l'Ourthe 9
, 4030 ANGLEUR.

Le service dirigeant est chargé du suivi et du contrôle de la bonne exécution de la concession particulière et du présent cahier des charges.

Toute la correspondance lui est adressée.

Frais

Art. 23. Les frais à résulter de la concession particulière, et notamment ceux de timbres, de plans et d'enregistrement, sont à charge du concessionnaire.

Contrôle du respect de la concession

Art. 24.1. A l'exception du non paiement de la redevance, lorsque la Région constate le non respect par le concessionnaire d'une de ses obligations, elle dresse procès-verbal et le notifie au concessionnaire, par lettre recommandée à la poste. Elle invite le concessionnaire à se mettre en ordre.

En l'absence de justification de la part du concessionnaire dans les quinze jours de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, ou en cas de justification non admise, la Région adresse au concessionnaire une injonction de mise en ordre dans un délai fixé par elle.

Dans cette hypothèse, la Région applique au concessionnaire une pénalité fixe de 1.250 euros, augmentée d'une pénalité journalière de 100 euros, courant à dater de la notification jusqu'à la constatation de la mise en ordre.

24.2. En cas de manquement persistant, la Région est habilitée à procéder aux mesures d'office. Celles-ci consistent, en fonction du manquement constaté, soit en la résiliation de la concession elle-même, soit en la mise en ordre des biens concédés sans que la Région doive recourir à d'autres mises en demeure ou sommation quelconque. Elle notifie sa décision d'appliquer les mesures d'office, dont elle précise la nature, par lettre recommandée à la poste. Le concessionnaire ne peut pas s'opposer à la réalisation de ces travaux.

Le manquement est considéré comme persistant lorsqu'il subsiste, en tout ou en partie, à l'expiration du délai accordé au concessionnaire pour y remédier.

24.3. Les pénalités, ainsi que les frais engagés par la Région wallonne, sont portés en compte au concessionnaire.

A défaut de paiement dans les soixante jours de l'invitation de payer, le montant de la pénalité est déduit du cautionnement.

Modification du cahier des charges

Art. 25. Le présent cahier des charges peut être modifié unilatéralement sur une proposition conjointe des Ministres en charge des Travaux publics et du Tourisme.

Toute modification du présent cahier des charges est notifiée au concessionnaire par le service dirigeant visé à l'article 22, par lettre recommandée à la poste.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3997

[C - 2002/28058]

19. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Regeln, die auf die staatlichen Konzessionen für Infrastrukturen des Flusstourismus auf den schiffbaren Wasserstraßen der Wallonischen Region anwendbar sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des am 27. Juni 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des am 20. Dezember 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 20. Dezember 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur du tourisme" (Hoher Rat für Tourismus);

Aufgrund des am 10. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. November 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass der Anlass besteht, den Bürgern den freien Zugang zu den Infrastrukturen des Flusstourismus zu gewährleisten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Verwaltungsmodi der von der Region konzessionierten Infrastrukturen des Flusstourismus deshalb zu vereinheitlichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Die staatlichen Konzessionen für Infrastrukturen des Flusstourismus auf den schiffbaren Wasserstraßen der Wallonischen Region unterliegen den Regeln des in der Anlage zum vorliegenden Erlass angegebenen Lastenheftes.

Art. 2 - Der Generaldirektor der Generaldirektion der Wasserstraßen (DG2) wird bevollmächtigt, die Sonderkonzessionen sowie deren Nachträge zu genehmigen und die Übernehmer und Unterkonzessionäre, die in Artikel 15 des in der Anlage zum vorliegenden Erlass angegebenen Lastenheftes erwähnt werden, zuzulassen.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

KONZESSION FÜR INFRASTRUKTUREN DES FLUSSTOURISMUS

LASTENHEFT

Gegenstand des Lastenheftes

Artikel 1 - Das vorliegende Lastenheft hat als Gegenstand, die Regeln festzulegen, die auf die staatlichen Konzessionen bezüglich der Infrastrukturen des Flusstourismus auf den schiffbaren Wasserstraßen der Wallonischen Region anwendbar sind.

Beschreibung und Zweckbestimmung der Infrastrukturen des Flusstourismus

Art. 2 - 1. Die Lage, die Beschreibung und die Zweckbestimmung der konzessionierten Infrastrukturen werden in einer Sonderkonzession genau angegeben.

Die Konzession betrifft lediglich die konzessionierte Infrastruktur des Flusstourismus.

2.2. Die Infrastrukturen des Flusstourismus sind dreierlei:

- die Schiffshaltestelle (2.2.1);
- die Schiffsraststelle (2.2.2.);
- der Jachthafen (2.2.3.).

2.2.1. Schiffshaltestelle

Die Schiffshaltestelle ermöglicht lediglich ein zeitlich begrenztes Anlegen (einige Stunden) der Schiffe. Die maximale Anlegezeit sowie die jährlichen Saisonöffnungszeiten werden durch Berichte für die Schifffahrt mitgeteilt. Diese Infrastruktur enthält mindestens:

- 1° die Infrastruktur zum Anlegen und Aussteigen;
- 2° eine Ausrüstung zur Gewährleistung der Schonung der Umwelt und der Information des Besuchers;

2.2.2. Schiffsraststelle

Die Schiffsraststelle ermöglicht das Anlegen mehrerer Schiffe lediglich während einiger Tage. Die maximale Dauer des Anlegens sowie die jährlichen Saisonöffnungszeiten der Schiffsraststelle werden durch Berichte für die Schifffahrt mitgeteilt. Außer den Infrastrukturen zum Anhalten enthält die Schiffsraststelle mindestens:

- 1° die Infrastruktur zum Anschluss der Schiffe an Wasser und Strom;
- 2° einen Sanitärraum mit W.C., Waschbecken und Duschen;
- 3° die Beleuchtung der Liegeplätze der Schiffe.

2.2.3. Jachthafen

Der Jachthafen ermöglicht das ständige Anlegen der Schiffe oder das Anlegen während einiger Tage. Die jährlichen Saisonöffnungszeiten werden durch Berichte für die Schifffahrt mitgeteilt. Außer den Infrastrukturen der Schiffsraststelle enthält der Jachthafen:

- 1° Waschräume;
- 2° Empfangsräume;
- 3° einen Empfangsdienst.

Gebühr

Art. 3 - 1. Sätze zur Festlegung der jährlichen Gebühr

Die Sätze, durch die die jährliche Gebühr für die Benutzung der konzessionierten Güter festgelegt werden kann, werden am 1^{ten} Januar 2001 folgendermaßen bestimmt:

1° für die Benutzung der Gelände: der von der Domänenverwaltung bestimmte Mietwert mit einem Mindestbetrag von 0,05 euro/m²;

2° für die Halte- bzw. Raststelle, bzw. den Jachthafen: 0,25 euro/m².

Der derart festgelegte Betrag der Gebühr wird auf den höheren Euro aufgerundet.

3.2. Revision des Betrags der jährlichen Gebühr

Der Betrag der Gebühr wird unter Berücksichtigung der Entwicklung des vom Ministerium der wirtschaftlichen Angelegenheiten herausgegebenen Index der Verbraucherpreise revidiert.

Die Revision erfolgt einmal im Jahr zum Jahrestag des Datums, ab dem die Sonderkonzession läuft, durch Anwendung folgender Formel:

$$\frac{(\text{Betrag der jährlichen Grundgebühr}) \times (\text{Index der Verbraucherpreise des Monats, der demjenigen des Jahrestages vorhergeht})}{\text{Index der Verbraucherpreise des Monats, der demjenigen des Abschlusses der Sonderkonzession vorhergeht}}$$

Der derart bestimmte Betrag wird auf den höheren Euro aufgerundet.

Inkrafttreten und Dauer der Sonderkonzession

Art. 4 - Die Sonderkonzession läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf das Datum ihrer Unterzeichnung durch die Wallonische Region folgt.

Die Konzession wird für eine Dauer von fünfzehn aufeinanderfolgenden Jahren ohne stillschweigende Verlängerung gewährt.

Auf schriftlichen, mindestens zwei Jahre vor dem Fälligkeitsdatum per Einschreiben bei der Post eingesandten Antrag des Konzessionärs kann die Wallonische Region jedoch entweder die vorbehaltlose Verlängerung der Konzession oder die Ausarbeitung einer neuen, sich auf andere finanzielle und technische Bedingungen stützende Vereinbarung beschließen.

Der Beschluss der Wallonischen Region wird dem Konzessionär spätestens innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Verlängerungsantrag übermittelt. In Ermangelung eines zugestellten Beschlusses innerhalb dieser Frist erlischt die Konzession am vorgesehenen Fälligkeitsdatum.

Zahlung der geschuldeten Beträge

Art. 5 - 1. Fälligkeit der Gebühr

Die erste Gebühr ist an dem Datum zu zahlen, ab dem die Sonderkonzession läuft.

Die nachfolgenden Gebühren sind zum Jahrestag dieses Datums fällig.

Die Gebühren werden innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem in der von dem Finanzdienst der Wallonischen Region an den Konzessionär gerichteten Zahlungsaufforderung angegebenen Datum beglichen.

5.2. Zahlungsverzug

Jeglicher Zahlungsverzug hat von Rechts wegen die Zahlung von nach dem gesetzlichen Zinssatz berechneten Verzugszinsen zugunsten der Wallonischen Region zur Folge.

Die Verzugsperiode entspricht der Anzahl Kalendertage, die zwischen dem Datum, an dem die Zahlung spätestens hätte gezahlt werden sollen, und dem Tag (einschließlich), an dem der geschuldete Betrag auf das Konto der Wallonischen Region gelangt, liegen.

= Die Berechnung der Verzugszinsen erfolgt entsprechend folgender Formel:

$$\frac{(\text{Betrag der zu zahlenden Gebühr}) \times (\text{Verzugsperiode in Kalendertagen}) \times (\text{gesetzlicher Zinssatz})}{365}$$

Kaution

Art. 6. 1. Der Betrag der Kaution wird in der Sonderkonzession festgelegt.

6.2. Der Konzessionär ist verpflichtet, die Kautionshinterlegung spätestens zum Zeitpunkt des Abschlusses der Sonderkonzession nachzuweisen.

6.3. Jedermal wenn ein neues Gebäude auf der Grundfläche der Konzession errichtet wird oder Veränderungen an einem bereits vorhandenen Gebäude vorgenommen werden, wird die Kaution von der Region revidiert.

Die zu hinterlegende zusätzliche Kaution wird auf zehn Prozent der Kosten der durchgeführten Arbeiten festgelegt.

Der Nachweis für die Angleichung der Kaution wird innerhalb einer Frist von einem Monat ab deren Zustellung durch die Region per Einschreiben bei der Post erbracht.

6.4. Der Betrag der Kaution wird unter Berücksichtigung der Entwicklung des vom Ministerium der wirtschaftlichen Angelegenheiten herausgegebenen Index der Verbraucherpreise revidiert.

Die Revision erfolgt einmal im Jahr zum Jahrestag des Datums, an dem die Sonderkonzession läuft, durch Anwendung folgender Formel:

$$\frac{(\text{Betrag der Kaution}) \times (\text{Index der Verbraucherpreise des Monats, der demjenigen des Jahrestags vorhergeht})}{\text{Index der Verbraucherpreise des Monats, der demjenigen des Abschlusses der Sonderkonzession vorhergeht}}$$

Der derart festgelegte Betrag wird auf den höheren Euro aufgerundet.

6.5. Der Konzessionär ist verpflichtet, innerhalb des Monats, der auf die per Einschreiben bei der Post an ihn gerichtete Zustellung einer jeden, von der Region vorgenommenen Abhebung folgt, die Kaution in ihrer Gesamtheit wiederherzustellen. Innerhalb derselben Frist hat er davon den Nachweis zu erbringen.

6.6. Die Kaution wird innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum des in Artikel 18.4 erwähnten Abnahmeprotokolls freigegeben.

Zahlung der Steuern und Abgaben – Kosten für die Anschlüsse und Dienstleistungen

Art. 7 - Der Konzessionär verpflichtet sich, alle bereits bestehenden oder zukünftigen Steuern, Immobilienvorabzüge, jegliche Steuerauferlegungen oder Abgaben auf die konzessionierten Güter und auf die Bauten und Anlagen jeglicher Art, die er im Laufe der Konzession errichten könnte, zu zahlen.

Die Kosten für die eventuellen Anschlüsse, die an den konzessionierten Gütern und an allen Anlagen einzurichten sind, sowie die Verbrauchskosten (Wasser, Gas, Strom, Telefon, Kabelfernsehen...) gehen zu Lasten des Konzessionärs, sofern in der Sonderkonzession keine anderslautende Bestimmung angegeben wird.

Bestandsaufnahme zum Antritt

Art. 8 - Die konzessionierten Güter werden dem Konzessionär in ihrem gegenwärtigen Zustand zur Verfügung gestellt, einschließlich aller Benutzungsansprüche des Dienstbarkeitsberechtigten und aller Duldungspflichten des Grundeigentümers, die sie enthalten. Der Konzessionär bestätigt, die konzessionierten Güter überprüft und von deren Zustand Kenntnis genommen zu haben.

Die Wallonische Region ist zu keiner Garantie wegen offener Mängel an den konzessionierten Gütern, welcher Art auch immer, verpflichtet.

Innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Datum, an dem die Konzession läuft, wird mit größter Sorgfalt eine kontradiktorische Bestandsaufnahme zum Konzessionsantritt unter Beifügung einer fotografischen Berichterstattung aufgenommen und von den Vertretern der Parteien der Sonderkonzession genehmigt. Diese Unterlage muss eine erschöpfende Liste der gesamten, sich auf der konzessionierten Domäne befindenden Güter und eine eingehende Beschreibung von deren Zustand enthalten. Ihre Abfassung geht zu Lasten des Konzessionärs. Diese Bestandsaufnahme ist wesentlicher Bestandteil der Sonderkonzession.

Bedingungen zur Benutzung, Verwaltung, Instandhaltung und Reparatur der konzessionierten Güter

Art. 9 - 1. Verpflichtungen seitens des Konzessionärs

9.1.1. *Verpflichtungen hinsichtlich der Benutzung und der Verwaltung der konzessionierten Infrastrukturen*

Im Allgemeinen:

9.1.1.a. Der Konzessionär kann von der konzessionierten Infrastruktur des Flusstourismus lediglich gemäß ihrer Zweckbestimmung und in vernünftiger Weise unter Beachtung der Gesetze und Regelungen Gebrauch machen.

Er ist insbesondere verpflichtet,

1° die Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung über die schiffbaren Wasserstraßen des Königiums,

2° die in dem Dekret vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen angeführten Bestimmungen

zu beachten.

9.1.1.b. Der Konzessionär muss bei den zuständigen Behörden alle gegenwärtigen und zukünftigen Genehmigungen erhalten, die zum Betrieb der konzessionierten Güter erforderlich sind.

9.1.1.c. Der Konzessionär ist verpflichtet, auf seine Kosten die regelmäßigen gesetzlichen Kontrollen der Gebäude und Ausrüstungen durchzuführen, die Gegenstand der Sonderkonzession sind, oder die er auf den konzessionierten Gütern errichtet hat oder hat errichten lassen.

9.1.1.d. Der Konzessionär ist entgegen von Drittpersonen und der Wallonischen Region für die Verluste, Schäden und Unfälle verantwortlich, die sich aus der Benutzung der Konzession ergeben können.

9.1.1.e. Der Konzessionär sorgt dafür, dass die durch die Berichte für die Schifffahrt mitgeteilte Halte- und Anlegedauer eingehalten wird.

9.1.1.f. Der Konzessionär trifft auf seine Kosten alle Maßnahmen, die zur Wahrung der konzessionierten Anlagen erforderlich sind.

Inbesondere:

9.1.1.g. Der Konzessionär ist verpflichtet:

1° für die Schiffshaltestelle:

a) regelmäßig die Abfälle zu beseitigen;

b) die Informationen für die Freizeitschiffer auf den neuesten Stand zu bringen;

2° für die Schiffsraststelle, abgesehen von den Verpflichtungen in Verbindung mit der Schiffshaltestelle:

a) regelmäßig die Räumlichkeiten zu reinigen;

b) regelmäßig die Räumlichkeiten zu desinfizieren;

c) die Kanalisationen frostfrei zu halten;

3° für den Jachthafen, abgesehen von den Verpflichtungen in Verbindung mit der Schiffsraststelle:

a) ein Register der Ein- und Ausfahrten der Schiffe entsprechend dem von der Region herausgegebenen Muster zu führen;

b) eine Warteliste der Schiffe, die einen ständigen Liegeplatz wünschen, entsprechend dem von der Region herausgegebenen Muster zu führen.

9.1.1.h. Die oben angeführten Bestimmungen werden durch Verpflichtungen ergänzt, die für die in der Sonderkonzession festgelegten konzessionierten Güter spezifisch sind.

9.1.2. *Verpflichtungen hinsichtlich der Instandhaltung der konzessionierten Güter*

9.1.2.a. Der Konzessionär ist verpflichtet, die konzessionierte Infrastruktur des Flusstourismus in tadellosem Zustand zu halten. Zu diesem Zweck ist er verpflichtet:

1° für die Schiffshaltestelle:

a) die Anlegebrücken instandzuhalten, einschließlich der Erneuerung der Verkehrsflächen;

b) die Umgebung instandzuhalten: Pflanzenschnitt, Rasenmähen, Unterhaltung der Fußwege, Wiederinstandsetzung der Umzäunungen und Einfriedungen...;

c) die jährlichen Anstricharbeiten durchzuführen;

d) die Ufer oberhalb der Wasseroberfläche instandzuhalten;

e) die zur Information der Freizeitschiffer bestimmte Infrastruktur und die Infrastruktur zur Abfallsammlung in Ordnung zu halten.

2° für die Schiffsraststelle, zusätzlich zu den Verpflichtungen zur Instandhaltung der Schiffshaltestelle:

a) die Sanitärräume instandzuhalten;

b) die Ausrüstungen für Wasser und Strom instandzuhalten;

3° für den Jachthafen, zusätzlich zu den Verpflichtungen zur Instandhaltung der Schiffsraststelle:

a) die Empfangsinfrastrukturen instandzuhalten;

b) die Waschwäuser instandzuhalten.

9.1.2.b. Der Konzessionär ist verpflichtet, von auswärts kommende Abfälle, die sich in dem konzessionierten Bereich befinden und die nicht von der natürlichen Wasserbewegung herrühren, von der Wasserstraße zu beseitigen. Dies gilt insbesondere für versunkene Schiffe.

9.1.2.c. Die oben angeführten Bestimmungen werden durch Verpflichtungen ergänzt, die für die in der Sonderkonzession festgelegten konzessionierten Güter spezifisch sind.

9.1.3. Verpflichtungen hinsichtlich der Reparatur der Infrastruktur

9.1.3.a. Der Konzessionär ist verpflichtet, folgende Schäden zu reparieren:

1° alle durch die Benutzung der Infrastruktur verursachten Schäden;

2° alle Schäden, die sich aus einem natürlichen Phänomen oder aus Gründen höherer Gewalt ergeben und die an anderen Infrastrukturen entstehen als an den Ufern, dem Bett der Wasserstraße und den Anlegebrücken.

9.1.3.b. Die oben angeführten Bestimmungen werden durch Verpflichtungen ergänzt, die für die in der Sonderkonzession festgelegten konzessionierten Güter spezifisch sind.

9.2. Verpflichtungen seitens der Wallonischen Region

9.2.1. Die Wiederinstandsetzungsarbeiten an den Ufern infolge von Schäden, die auf Überalterung zurückzuführen sind, aus Gründen höherer Gewalt oder durch ein natürliches Phänomen entstehen, werden von der Wallonischen Region durchgeführt.

9.2.2. Die Region übernimmt ebenfalls die Ausbaggerungen in den Halte- bzw. Raststellen, bzw. Jachthäfen. Sie allein entscheidet über die Notwendigkeit der Ausbaggerungsarbeiten und ist nicht verpflichtet, diese zu einem bestimmten Zeitpunkt durchzuführen. Der Konzessionär kann für diesen Grund keinerlei Entschädigung verlangen.

9.2.3. Die Reparaturen oder das Ersetzen der Anlegebrücken wegen Überalterung, aus Gründen höherer Gewalt oder infolge eines natürlichen Phänomens gehen zu Lasten der Wallonischen Region.

9.2.4. Die Region meldet dem Konzessionär per Einschreiben bei der Post jegliche Absicht auf die Durchführung von Arbeiten, und zwar mindestens drei Monate vor deren Beginn, außer in Dringlichkeitsfällen, in denen die Arbeiten schnellstmöglich nach der Zustellung beginnen.

9.2.5. Für Überschüssiges ist die Region zu keiner Instandsetzung der konzessionierten Güter verpflichtet; diese Verrichtungen und die damit verbundenen Kosten gehen ausschließlich zu Lasten des Konzessionärs.

9.2.6. Falls durch die zu Lasten der Region gehenden Arbeiten die konzessionierten Güter teilweise oder vollständig un verfügbar werden, hat der Konzessionär Anrecht auf eine Ermäßigung der darauffolgenden Jahresgebühr, und zwar im Verhältnis zu der verfügbaren Fläche und der Dauer der Nichtverfügbarkeit.

Beachtung des Öffentlichkeitscharakters der Infrastrukturen des Flusstourismus

Art. 10 - Die konzessionierte Infrastruktur des Flusstourismus gehört zum öffentlichen Eigentum der Region.

Der Konzessionär ist verpflichtet, dafür zu sorgen, dass der Öffentlichkeitscharakter der konzessionierten Infrastrukturen des Flusstourismus von seinem Personal sowie von jeglicher, von ihm für die Verwaltung der Anlagen beauftragten Person oder Einrichtung beachtet wird. Dies setzt insbesondere die Verpflichtung voraus, allen Freizeitschiffern ohne jegliche Diskriminierung den freien Zugang der Infrastruktur zu gewährleisten.

Zu diesem Zweck stellt der Konzessionär eine Betriebsregelung der Infrastruktur des Flusstourismus auf und unterbreitet diese der Region zur vorherigen Genehmigung, und zwar innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum, an dem die Sonderkonzession läuft.

Die Betriebsregelung darf keinesfalls weder vom Lastenheft noch von der Sonderkonzession abweichen. Jede vom Lastenheft abweichende Klausel der Betriebsregelung wird als nichtig erachtet. Die Region ist berechtigt, von Rechts wegen die Artikel der Betriebsregelung, die der Wahrung des Öffentlichkeitscharakters der konzessionierten Infrastruktur des Flusstourismus entgegenwirken würden, abändern zu lassen.

Der Konzessionär ist verpflichtet, das gleiche Verfahren für jegliche spätere, in der Betriebsregelung vorgenommene Abänderung einzuhalten.

Zugang zu den konzessionierten Gütern

Art. 11 - Die Bediensteten der Region müssen jederzeit Zugang zu den konzessionierten Gütern haben, um ihre Aufgaben wahrnehmen zu können, insbesondere um die Beachtung der Halte- und Anlegedauer seitens der Freizeitschiffer zu kontrollieren.

Die Bediensteten der Region haben ebenfalls jederzeit Zugang zu den konzessionierten Gütern, um zu kontrollieren, ob der Konzessionär seine Verpflichtungen einhält, die sich aus dem vorliegenden Lastenheft und der Sonderkonzession ergeben.

Anwendung findet der Artikel 5 des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei (Freibord), außer im Falle anderslautender gesetzlicher Bestimmungen.

Auf die Freizeitschiffer anwendbare Tarife

Art. 12 - Der Konzessionär legt die Tarife, sowie die auf die Freizeitschiffer anwendbaren Bedingungen fest und übermittelt sie der Region. Jede Abänderung der Tarife sowie der Zahlungsbedingungen wird der Region ebenfalls mitgeteilt.

Keinesfalls dürfen die Tarife folgende Grenzen überschreiten:

	Pro Jahr (ständiger Liegeplatz) oder für eine Mindestdauer von 5 Monaten	Pro Monat	Pro Woche (7 Tage)	Pro Übernachtung
Jachthafen	50 euro pro laufenden Meter	12,5 euro pro laufenden Meter	Pauschaltarif von 60 euro	Pauschaltarif von 12,5 euro
Schiffsrast-stelle	Gegenstandslos	10 euro pro laufenden Meter	Pauschaltarif von 50 euro	Pauschaltarif von 10 euro
Schiffshalte-stelle	Gegenstandslos	Gegenstandslos	Gegenstandslos	Gegenstandslos

In diesen Tarifen sind die Wasser- und Stromversorgung, sowie die Abfallablagerung nicht inbegriffen. Die Länge des Schiffes wird durch Aufrundung auf die höhere Einheit des laufenden Meters berechnet. Das Anlegen an den Schiffshaltestellen ist kostenlos.

Die oben angegebenen Tarife werden gemäß Artikel 3.2 des vorliegenden Lastenheftes revidiert.

Information der Freizeitschiffer

Art. 13 - Der Konzessionär stellt den Freizeitschiffern eine Abschrift des vorliegenden Lastenheftes zur Einsichtnahme zur Verfügung.

An Schiffshaltestellen muss lediglich der Artikel 10 des vorliegenden Lastenheftes angeschlagen werden.

Der Konzessionär hängt ebenfalls am Eingang der Infrastruktur des Flusstourismus die von der Region genehmigte Betriebsregelung aus.

Bauten und Arbeiten auf den konzessionierten Gütern

Art. 14 - 1. Baugenehmigung und Durchführung von Arbeiten auf den konzessionierten Gütern

Der Konzessionär kann auf den konzessionierten Grundstücken Bauten errichten oder Arbeiten durchführen, insofern er sich an die einschlägigen geltenden Regelungen und gesetzlichen Bestimmungen hält.

Vor der Durchführung der Bauten oder Arbeiten auf den konzessionierten Gütern ist der Konzessionär verpflichtet, die vorhergehende schriftliche Genehmigung der Region zu ersuchen.

Zu diesem Zweck übermittelt der Konzessionär der Region eine vollständige Akte, die zwangsläufig eine technische Akte (die diesbezüglichen Pläne und Unterlagen...), eine Finanzakte (Kosten der Arbeiten und Finanzierungsverfahren: Anleihe, Zuschüsse, usw.) und eine wirtschaftliche Akte (Auswirkungen der Arbeiten auf die Entwicklung der Infrastruktur) enthält.

Auf der Grundlage der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Akte kann die Region sich verpflichten, nach Ablauf der Konzession das Eigentum der Bauten, die der Konzessionär plant, zu übernehmen. Sie stellt dem Konzessionär ihre Verpflichtung zu und gibt gleichzeitig ihre Genehmigung zur Durchführung der Bauten oder Arbeiten.

14.2. Veräußerung der Bauten

Unter Vorbehalt einer vorhergehenden schriftlichen Genehmigung seitens der Region wird dem Konzessionär untersagt, die von ihm auf dem konzessionierten Grundstück errichteten Bauten zugunsten von Drittpersonen zu veräußern oder mit einer Hypothek zu belasten.

14.3. Arbeiten zu Lasten der Region

Während der Dauer der Konzession ist die Region nicht zur Einrichtung irgendeines neuen Bauwerks oder Gebäudes verpflichtet, sofern in der Sonderkonzession keine anderslautende Bestimmung angegeben wird.

Die Region stellt dem Konzessionär mindestens drei Monate vor Beginn der Arbeiten per Einschreiben bei der Post jegliche Absicht einer Änderung der Bestandsaufnahme zu, außer in den Dringlichkeitsfällen, in denen die Arbeiten schnellstmöglich nach der Zustellung beginnen. Der Konzessionär ist ausdrücklich verpflichtet, die Durchführung der von der Region angeordneten oder genehmigten Arbeiten auf den konzessionierten Gütern zu erleichtern.

14.4. Verzicht auf den Erwerbsvorteil

Während der Dauer der Konzession verzichtet die Region vorbehaltlos und unentgeltlich zugunsten des Konzessionärs auf den Erwerbsvorteil, der ihr aufgrund der Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über die konzessionierte Infrastruktur des Flusstourismus zusteht, und zwar derart, dass der Konzessionär der alleinige Eigentümer der Bauten ist, die er errichtet hat oder errichten ließ.

Die Region bleibt Eigentümer des Grundstücks.

Abtretung, Unterkonzessionierung oder Betriebsübergabe der Infrastruktur des Flusstourismus durch den Konzessionär an eine Drittperson

Art. 15 - 1. Vorbehaltlich einer vorhergehenden schriftlichen Genehmigung der Region wird dem Konzessionär untersagt, ganz oder teilweise die Konzession abzutreten oder die Güter einer Unterkonzession zu überlassen.

15.2. Im Falle einer Abtretung muss der Übernehmer von der Region zugelassen sein. Er wird zum alleinigen Anprechpartner der Region und das vorliegende Lastenheft, sowie die Sonderkonzession sind in ihrer Vollständigkeit auf ihn anwendbar.

Der ursprüngliche Konzessionär wird von seinen Pflichten befreit.

15.3. Im Falle einer Unterkonzession, muss der Unterkonzessionär von der Region zugelassen sein. Der Konzessionär bleibt jedoch alleiniger Anprechpartner der Region und wird nicht von seinen Pflichten befreit.

Der Vertrag der Unterkonzession muss von der Region genehmigt werden.

Der Konzessionär hat dafür zu sorgen, dass der Unterkonzessionär die von der Region genehmigte Betriebsregelung beachtet. Es steht dem Unterkonzessionär nicht zu, weder seine eigene Betriebsregelung zu verfassen, noch die in Artikel 9.1.1.g., 3° erwähnte Warteliste zu führen.

Die sich aus dem vorliegenden Lastenheft und aus der Sonderkonzession ergebenden Rechte und Pflichten werden auf den Unterkonzessionär angewandt.

Ohne die vorherige schriftliche Genehmigung der Region kann der Konzessionär dem Unterkonzessionär kein dingliches Recht auf die anderen, auf den konzessionierten Gütern errichteten Anlagen und Bauten gewähren, als diejenigen, die in dem vorliegenden Lastenheft vorgesehen sind.

15.4. Die Bedingungen der Konzession gelten ebenfalls für jegliche, von dem Konzessionär mit Drittpersonen eingegangene Verpflichtung, die hinsichtlich der aus der Konzession hervorgehenden Rechte – insbesondere Baurechte – und Pflichten des Konzessionärs Nebenfolgen nach sich zieht. Der Konzessionär ist verpflichtet, die betroffenen Drittpersonen davon in Kenntnis zu setzen.

15.5. Vorbehaltlich einer vorherigen schriftlichen Genehmigung der Region wird dem Konzessionär untersagt, Drittpersonen prekäre Genehmigungen für die konzessionierten Güter auszuhändigen.

Abänderung der Konzession

Art. 16 - Bei jeder Abänderung der konzessionierten Infrastruktur des Flusstourismus passen die Parteien der Sonderkonzession diese durch einen Nachtrag an die neue Situation an.

Haftpflicht und Versicherung

Art. 17 - 1. Haftpflicht

Der Konzessionär übernimmt die Haftpflicht für alle Schäden und Unfälle, die auf den Betrieb der konzessionierten Güter und im Allgemeinen auf die Ausübung der ihm durch die Konzession verliehenen Rechte und Pflichten zurückgeführt werden könnten.

Er verzichtet auf jegliche Klage gegen die Region wegen derartiger Schäden oder Unfälle und verpflichtet sich, dies in seinen Versicherungsverträgen zu vermerken.

Außerdem sichert er die Region gegen jegliche Klage ab, die wegen den vorerwähnten Schäden oder Unfällen gegen sie erhoben werden könnte, einschließlich der auf Artikel 1384, Absatz 1 (Mangel an der Sache) oder 544 (nachbarliche Störungen) des Zivilgesetzbuches. Er schaltet sich freiwillig in die diesbezüglich gegen die Region gerichteten Verfahren ein.

Diese Bedingungen müssen deutlich in allen Verträgen vermerkt und von dem Konzessionär bei der Übermittlung der nachstehend angeführten Bescheinigungen nachgewiesen werden.

17.2. Versicherungen

17.2.1. Allgemeines

Der Konzessionär ist verpflichtet, bei einer oder mehreren, in einem Mitgliedstaat der europäischen Gemeinschaft ansässigen und in Belgien zugelassenen Versicherungsgesellschaften eine oder mehrere Versicherungspolice abzuschließen, durch die er gegen die Feuer- und Explosionsgefahren, die Risiken von Wasserschäden, sowie die zivilrechtliche Haftung im Allgemeinen und jegliche, mit seiner Tätigkeit verbundenen Sonderrisiken abgesichert ist. Alle Versicherungsverträge müssen die materiellen und körperlichen Risiken decken.

Der Konzessionär verpflichtet sich, diese Risiken während der gesamten Dauer der Konzession durch seinen Versicherer in ausreichendem Maße decken zu lassen.

Für jede Versicherung werden der Verzicht auf die durch die allgemeinen Bedingungen vorgesehene stillschweigende Erneuerung der Police, die Kündigung der Versicherung vor Ablauf der Zeitspanne, für die sie abgeschlossen wurde, die Änderungen der Versicherungswerte, die in dem Versicherungsvertrag der Bauten vorgenommen werden könnten, jegliche Aussetzung oder Kündigung der Policen, sowie der Zahlungsausfall der Prämie entgegen der Region lediglich nach einer ab der Zustellung eines Kündigungsschreibens geltenden Kündigungsfrist von einem Monat wirksam, die der Region durch die Versicherungsgesellschaft per Einschreiben bei der Post übermittelt wird.

Der Konzessionär muss innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Wirksamwerden der Sonderkonzession und später auf jeden Antrag der Wallonischen Region den Abschluss der Versicherungspolice durch Vorlegen der von den Versicherungsgesellschaften ausgestellten Bescheinigungen nachweisen.

Die Versicherungsverträge, die nicht mit den Bedingungen des vorliegenden Lastenheftes übereinstimmen, müssen innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Antrag der Wallonischen Region angepasst werden.

Die Versicherungsbeträge müssen jedesmal wenn nötig angepasst werden.

Jeder Schadensfall muss möglichst früh und spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Geschehen der Wallonischen Region per Einschreiben gemeldet werden.

17.2.2. Sonderversicherungen

Unter den vorerwähnten Versicherungen werden insbesondere folgende angegeben:

17.2.2.a. Brandversicherung

Der Konzessionär schließt eine Feuerversicherung ab, innerhalb deren Rahmen die garantierten Beträge jährlich auf der Grundlage des ABEX-Indexes der Verbraucherpreise angeglichen werden.

Die Police deckt für die Feuer-, Blitz-, Explosionsgefahren, Flugzeugabstürze oder Abstürze sonstiger Gegenstände:

- 1° den Wert des Wiederaufbaus der Anlagen des Konzessionärs und der Wallonischen Region;
- 2° die Zahlung an die Wallonische Region der Benutzungsgebühren der Güter während des gesamten Zeitraums, in dem diese infolge des Schadensfalls nicht betrieblich nutzbar sind;
- 3° die Kosten für die Erd- und Schuttatragungen und Abbrucharbeiten;
- 4° die Löschungs-, Rettungs- und Erhaltungskosten;
- 5° die Klagen der Nachbarschaft, sowohl für die materiellen Schäden, als auch für Gewinnverluste in Höhe von Mindestkapitalien.
- 6° die Stromrisiken der elektrischen Anlagen.

17.2.2.b. Haftpflichtversicherung

Der Konzessionär schließt eine Haftpflichtversicherung ab, die seine Haftung entgegen Dritten und der Wallonischen Region im Rahmen des Betriebs der konzessionierten Güter deckt.

Diese Versicherung enthält die Gebäudehaftpflichtversicherung.

Die Betriebshaftpflichtversicherung enthält eine Klausel, laut deren die Wallonische Region in der Eigenschaft als Versicherungsbegünstigte rechtsgültig abgesichert ist.

Verpflichtungen des Konzessionärs am Ende der Konzession

Art. 18 - 1. Am Ende der Konzession müssen sich alle konzessionierten oder sich auf der konzessionierten Grundfläche befindenden Güter, einschließlich der Fläche selbst, in tadellosem Zustand befinden.

Handelt es sich um die von dem Konzessionär errichteten und von der Region übernommenen Güter, sowie um die konzessionierten Güter, sind unter tadellosem Zustand die Wartung und Erhaltung mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters zu verstehen.

Handelt es sich um die errichteten Güter, die die Region nicht als Eigentum zu übernehmen beschließt, sind unter tadellosem Zustand deren Abbruch und die tadellose Wiederinstandsetzung der Grundfläche zu verstehen. Unbeschadet des Artikels 20.2. geht der Abbruch zu Lasten des Konzessionärs. Die Produkte aus dem Abbruch müssen unter Beachtung der Gesetzgebung bezüglich der Ablagerung der angetroffenen Stoffe von ihm beseitigt werden.

18.2. Die Parteien der Konzession stellen eine kontradiktorische Liste der sich auf der konzessionierten Grundfläche befindenden Güter auf und bestimmen diejenigen, die nach Ablauf der Konzession abgerissen, diejenigen, die von der Region als Eigentum übernommen werden, sowie die eventuell anfallenden Arbeiten zu deren tadellosen Wiederinstandsetzung.

In der Aufstellung dieser Liste werden die in Artikel 14.1 erwähnten Verpflichtungen der Eigentumsübernahme berücksichtigt.

Wird die Konzession durch den Ablauf ihrer Frist beendet, wird die Liste innerhalb von zwanzig Monaten, die dem Ende der Konzession vorangehen, aufgestellt.

Wird die Konzession infolge der Kündigung seitens einer der Parteien beendet, wird die Liste schnellstmöglich ab der Zustellung der Kündigung aufgestellt.

18.3. Es gebührt dem Konzessionär, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit die gesamten konzessionierten Immobiliengüter nach Ablauf der Sonderkonzession oder des Kündigungsschreibens in einen tadellosen Zustand versetzt werden.

Falls der Konzessionär die in Absatz 1 erwähnte Pflicht nicht einhält, nimmt die Region die Kautions in Anspruch, um die von ihr eingegangenen Ausgaben zu decken.

18.4. Am Fälligkeitsdatum der Konzession oder des Kündigungsschreibens nimmt die Region ein Abnahmeprotokoll auf, in dem der tadellose Zustand der gesamten, sich auf der Grundfläche befindenden Güter festgestellt wird.

Kündigungen

Art. 19 - 1. Gemeinsame Bestimmung

Jede Kündigung erfolgt schriftlich, mittels einer Einsendung per Einschreiben bei der Post eines Kündigungsschreibens, in dem eine Kündigungsfrist von sechs Monaten vorgesehen ist.

19.2. Kündigung durch den Konzessionär

Der Konzessionär kann die Sonderkonzession in folgenden Fällen kündigen:

- 1° im Falle höherer Gewalt;
- 2° im Falle einer teilweisen Übernahme der konzessionierten Güter durch die Region, wenn der Konzessionär erachtet, dass er die auf den restlichen Gütern zugelassenen Tätigkeiten nicht mehr unter normalen Rentabilitätsbedingungen ausüben kann.

19.3. Kündigung durch die Wallonische Region

19.3.1. Die Region kann die Sonderkonzession in folgenden Fällen kündigen:

- 1° aus Gründen der Gemeinnützigkeit;
- 2° im Falle höherer Gewalt.

19.3.2. Ebenfalls kann die Wallonische Region die Konzession zu jeder Zeit und ohne Entschädigung, unbeschadet ihres Rechts, zusätzlich Schadensersatz zu verlangen, in folgenden Fällen kündigen:

- 1° im Allgemeinen, wenn der Konzessionär ständig eine der Bestimmungen des vorliegenden Lastenheftes oder der Sonderkonzession unbeachtet lässt.

2° in dem besonderen Fall:

- a) wenn der Öffentlichkeitscharakter der Infrastrukturen des Flusstourismus nicht eingehalten wird;
- b) wenn die Gebühren unbezahlt bleiben;
- c) wenn der Konzessionär eine andere Tätigkeit ausübt, als diejenige, die in Artikel 2 der Sonderkonzession über die konzessionierten Güter angegeben wird;
- d) wenn die Versicherungsverträge nicht den Klauseln des vorliegenden Lastenheftes entsprechen;
- e) wenn der Konzessionär konzessionierte Güter und Grundstücke und auf diesen errichtete Bauten ohne die vorherige schriftliche Genehmigung der Wallonischen Region Drittpersonen zur Verfügung stellt;
- f) wenn die konzessionierten Güter und Grundstücke schlecht bewirtschaftet oder instandgehalten werden.

19.4. Im Falle einer Kündigung zu zahlende Gebühr

Im Falle einer Kündigung bleibt die Jahresgebühr fällig. Jede eingenommene Gebühr bleibt für die Region endgültig erlangt.

In den in den Artikeln 19.2. und 19.3.1. erwähnten Fällen wird die zu zahlende Gebühr jedoch proportional zu der zwischen dem Jahrestag der Sonderkonzession und dem Ablaufdatum des Kündigungsschreibens verstrichenen Frist berechnet.

19.5. Ende der Konzession

Die Konzession erlischt nach Ablauf des in Artikel 19.1. vorgesehenen Kündigungsschreibens.

Von der Region zu zahlende Entschädigungen

Art. 20 - 1. Entschädigung bezüglich der von dem Konzessionär errichteten Bauten

Wenn die Region nach Ende der Konzession oder im Falle eines vorzeitigen Ablaufs der Letzteren beschließt, das Eigentum eines von dem Konzessionär errichteten Guts zu übernehmen, zahlt sie dem Konzessionär eine Entschädigung, die der Finanzlast des unbezuschussten Teils entspricht, die zum Datum der Übernahme noch zu tragen ist.

20.2. Im Falle einer Kündigung im öffentlichen Interesse oder aus Gründen höherer Gewalt zu zahlende Entschädigung

Unbeschadet des Artikels 20.1., wenn die Region in Anwendung des Artikels 19.3.1. die Sonderkonzession im öffentlichen Interesse oder aus Gründen höherer Gewalt auflöst, zahlt sie dem Konzessionär eine Entschädigung aus, die dem von dem Konzessionär erlittenen Nachteil und dem durch die Kündigung entstandenen Einnahmeausfall entspricht.

Die Entschädigung wird nach Abschätzung der Sachverständigen festgesetzt. Die eventuellen Kosten für den Abbruch der von dem Konzessionär errichteten Gebäude werden berücksichtigt;

Zur Einschätzung der Entschädigung wird ein Sachverständigenkollegium eingerichtet. Jede Partei der Sonderkonzession bezeichnet einen Sachverständigen. Wenn sich diese beiden Sachverständigen nicht über den Betrag der Entschädigung einigen können, bezeichnen sie einen dritten Sachverständigen und das Kollegium fasst einen Beschluss mit der Mehrheit der Stimmen.

Wenn zur Bezeichnung des Dritten keine Einigung erreicht werden kann, wird auf Antrag der betreibenden Partei diese Bezeichnung von dem aufgrund der Sonderkonzession örtlich zuständigen Präsidenten des Gerichts erster Instanz vorgenommen. Dies gilt ebenfalls, wenn eine Partei versäumt, ihren Sachverständigen innerhalb des Monats, ab dem der Antrag an sie gerichtet wurde, zu bezeichnen.

Werbung

Art. 21 - Unbeschadet der Anwendung der Gesetze und Regelungen in Sachen Anschlag und Werbung wird dem Konzessionär ausdrücklich untersagt, durch jegliche Reklameschilder, Plakate, Anschläge, usw., deren Botschaft in keinem Zusammenhang mit den auf dem Gelände ausgeübten Tätigkeiten steht, andauernde Werbung zu machen.

Leitende Dienststelle

Art. 22 - Für die Durchführung der Konzession ist folgende leitende Dienststelle zuständig:

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

Direction de la Gestion domaniale des Voies hydrauliques
rue du Canal de l'Ourthe 9,
4030 ANGLEUR

Die leitende Dienststelle wird mit der Weiterbearbeitung und der Kontrolle der angemessenen Durchführung der Sonderkonzession und des vorliegenden Lastenheftes beauftragt.

Jegliches Schreiben wird an sie gerichtet.

Kosten

Art. 23 - Die sich aus der Sonderkonzession ergebenden Kosten, unter anderem für Briefmarken, Pläne und Registrierungen, gehen zu Lasten des Konzessionärs.

Kontrolle der Einhaltung der Konzession

Art. 24 - 1. Wenn die Region feststellt, dass der Konzessionär eine seiner Pflichten, mit Ausnahme des Zahlungsausfalls der Gebühr, nicht einhält, nimmt sie ein Protokoll auf und stellt dieses dem Konzessionär per Einschreiben bei der Post zu. Sie fordert den Konzessionär auf, sich in Ordnung zu bringen.

In Ermangelung einer Rechtfertigung seitens des Konzessionärs innerhalb von fünfzehn Tagen ab der in Absatz 1 erwähnten Zustellung oder wenn die Rechtfertigung zurückgewiesen wird, richtet die Region dem Konzessionär ein Mahnschreiben zu, in dem sie ihn auffordert, sich innerhalb einer von ihr festgelegten Frist in Ordnung zu bringen.

In diesem Fall wird dem Konzessionär von der Region eine Geldstrafe von 1.250 Euro auferlegt, die um eine ab dem Datum der Zustellung bis zur Feststellung der Inordnungbringung laufende Geldstrafe von 100 Euro pro Tag erhöht wird.

24.2. Im Falle einer andauernden Nichteinhaltung, ist die Region befugt, Maßnahmen von Amts wegen einzuleiten. Je nach der festgestellten Nichteinhaltung bestehen diese entweder in der Kündigung der Konzession selbst, oder in der Inordnungbringung der konzessionierten Güter, ohne dass die Region auf weitere Aufforderungen oder irgendwelche Mahnungen zurückzugreifen braucht. Die Region stellt ihren Beschluss zur Anwendung der Maßnahmen von Amts wegen unter Angabe von deren Art per Einschreiben bei der Post zu. Der Konzessionär kann sich der Durchführung dieser Arbeiten nicht widersetzen.

Die Nichteinhaltung wird als anhaltend betrachtet, wenn sie nach Ablauf der dem Konzessionär gewährten Frist in ihrer Gesamtheit oder teilweise weiterbesteht.

24.3. Die Geldstrafen, sowie die von der Region eingegangenen Kosten werden dem Konzessionär angerechnet.

Mangels einer Zahlung innerhalb von sechzig Tagen nach der Zahlungsaufforderung wird der Betrag der Geldstrafe von der Kaution abgezogen.

Abänderung des Lastenheftes

Art. 25 - Das vorliegende Lastenheft kann auf einen gemeinsamen Vorschlag der mit den öffentlichen Arbeiten und dem Tourismus beauftragten Minister einseitig abgeändert werden.

Jegliche Abänderung des vorliegenden Lastenheftes wird dem Konzessionär von der in Artikel 22 leitenden Dienststelle per Einschreiben bei der Post zugestellt.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 3997

[C — 2002/28058]

19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorschriften die van toepassing zijn op de domeinconcessies betreffende de infrastructuur voor riviertoerisme op de waterwegen van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 houdende regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 december 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2001;

Overwegende dat de burger vrije toegang moet krijgen tot de infrastructuur voor riviertoerisme;

Overwegende dat de beheerswijzen betreffende de door het Gewest in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoerisme dan ook geharmoniseerd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën en van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De domeinconcessies betreffende de infrastructuur voor riviertoerisme op de waterwegen van het Waalse Gewest zijn onderworpen aan de voorschriften van het bijgaande bestek.

Art. 2. Machtiging wordt verleend aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Waterwegen (DG2) voor de goedkeuring van de bijzondere concessies en de aanhangsels erbij, alsmede voor de erkenning van de concessionarissen en onderconcessionarissen bedoeld in artikel 15 van bijgaand bestek.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën en de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

CONCESSIE VAN INFRASTRUCTUREN VOOR RIVIERTOERISME

BESTEK

Doel van het bestek

Artikel 1. Dit bestek beoogt de vastlegging van de regels die van toepassing zullen zijn op de domeinconcessies betreffende de infrastructuren voor riviertoeerisme op de waterwegen van het Waalse Gewest.

Beschrijving en bestemming van de infrastructuur voor riviertoeerisme

Art. 2.1. De ligging, de beschrijving en de bestemming van de in concessie gegeven infrastructuur worden nader bepaald in de bijzondere concessie.

De concessie heeft slechts betrekking op de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme.

2.2. Er bestaan drie soorten infrastructuur voor riviertoeerisme :

- de aanmeerplaats (2.2.1);
- het relais (2.2.2);
- de jachthaven (2.2.3).

2.2.1. Aanmeerplaats

Plaats waar boten slechts enkele uren mogen aanmeren. De maximale aanlegduur en de jaarlijkse openingsperiodes worden bij bericht meegedeeld aan de binnenvaart. Deze infrastructuur omvat op zijn minst :

- 1° een aanleg- en ontschepingsinstallatie;
- 2° een milieuvriendelijke uitrusting en informatievoorziening;

2.2.2. Relais

Plaats waar verschillende boten hoogstens enkele dagen mogen aanleggen. De maximale aanlegduur en de jaarlijkse openingsperiodes worden bij bericht meegedeeld aan de binnenvaart. Naast de infrastructuur van de aanmeerplaats omvat het relais op zijn minst :

- 1° een installatie om de boten van water en elektriciteit te voorzien;
- 2° een sanitaire installatie, meer bepaald wc's, wastafels en douches;
- 3° een voorziening voor de verlichting van de aanlegplaatsen.

2.2.3. Jachthaven

Plaats waar schepen meerdere dagen of voortdurend mogen aanleggen. De jaarlijkse openingsperiodes worden bij bericht aan de binnenvaart meegedeeld. Naast de infrastructuur van de relais omvat de jachthaven :

- 1° wasserijen;
- 2° onthaalokalen;
- 3° een onthaaldienst.

Bijdrage

Art. 3.1. Bepaling van de jaarlijkse bijdrage

De jaarlijkse bijdrage voor de ingebruikneming van de in concessie gegeven goederen wordt op 1 januari 2001 bepaald als volgt :

- 1° voor de ingebruikneming van terreinen : huurwaarde bepaald door het bestuur der Domeinen, minimum 0,05 euro/m²;
- 2° voor het waterstation : 0,25 euro/m².

Het aldus bepaalde bijdragebedrag wordt op een hele euro naar boven afgerond.

3.2. Aanpassing van het bedrag van de jaarlijkse bijdrage

Het bedrag van de bijdrage wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, dat uitgegeven wordt door het Ministerie van Economische Zaken.

Het bedrag wordt jaarlijks aangepast, meer bepaald op de verjaardatum van de inwerkingtreding van de bijzondere concessie. Daartoe wordt gebruik gemaakt van de volgende formule :

$$\frac{\text{(bedrag van de jaarlijkse basisbijdrage)} \times \text{(indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de verjaardatum)}}{\text{indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand voorafgaand aan de sluiting van de bijzondere concessie}}$$

Het aldus berekende bijdragebedrag wordt op een hele euro naar boven afgerond

Inwerkingtreding en duur van de bijzondere concessie

Art. 4. De bijzondere concessie gaat in op de eerste dag van de maand na de ondertekening ervan door het Waalse Gewest.

De concessie wordt toegekend voor vijftien opeenvolgende jaren, zonder stilzwijgende verlenging.

Het Waalse Gewest kan evenwel, op aangetekend schriftelijk verzoek van de concessionaris minstens twee jaar vóór de vervaldatum, beslissen ofwel tot de onvoorwaardelijke verlenging van de concessie, ofwel tot de uitwerking van een nieuwe overeenkomst op grond van verschillende financiële en technische voorwaarden.

De beslissing van het Waalse Gewest wordt meegedeeld aan de concessionaris binnen uiterlijk zes maanden, te rekenen van de datum van de aanvraag om verlenging. Bij gebrek aan beslissing binnen die termijn, vervalt de concessie op de vastgelegde datum.

Betaling van de verschuldigde sommen

Art. 5.1. Invorderbaarheid van de bijdrage

De eerste bijdrage is verschuldigd zodra de bijzondere concessie ingaat.

De volgende bijdragen vervallen op de verjaardatum van de inwerkingtreding van de concessie.

De bijdragen worden betaald binnen zestig kalenderdagen na de datum vermeld in het betalingsbericht dat de financiële dienst van het Gewest aan de concessionaris richt.

5.2. Laattijdige betalingen

Elke laattijdige betaling geeft van rechtswege aanleiding tot de betaling van verwijlinteresten aan het Waalse Gewest. Die interesten worden tegen de wettelijke koers berekend

De periode die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de achterstallen, omvat het aantal kalenderdagen tussen de uiterste betaaldatum en (inclusief) de dag waarop het verschuldigde bedrag op de rekening van het Waalse Gewest wordt gestort.

De verwijlinteresten worden berekend aan de hand van de volgende formule:

$$\frac{(\text{bedrag van de verschuldigde bijdrage}) \times (\text{achterstallige periode in kalenderdagen}) \times (\text{wettelijke koers})}{365}$$

Borgtocht

Art. 6.1. Het bedrag van de borgtocht ligt vast in de bijzondere concessie.

6.2. De concessionaris moet het bewijs van de borgstelling uiterlijk bij de sluiting van de bijzondere concessie leveren.

6.3. De borgtocht wordt door het Gewest herzien voor elke nieuwe bouw op de grond van de concessie of voor elke verbouwing van een bestaande constructie.

Het supplement wordt vastgelegd op 10 % van de kosten van de uitgevoerde werken.

Het bewijs van de aanpassing van de borgtocht wordt geleverd binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum van de aangetekende kennisgeving ervan door het Gewest.

6.4. Het bedrag van de borgtocht wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, dat uitgegeven wordt door het Ministerie van Economische Zaken.

Het bedrag wordt jaarlijks aangepast, meer bepaald op de verjaardatum van de inwerkingtreding van de bijzondere concessie. Daartoe wordt gebruik gemaakt van de volgende formule :

$$\frac{(\text{bedrag van de borgtocht}) \times (\text{indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand voorafgaand aan die van de verjaardatum})}{\text{indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand voorafgaand aan de sluiting van de bijzondere concessie}}$$

Het aldus berekende bijdragebedrag wordt op een hele euro naar boven afgerond

6.5. De concessionaris moet overgaan tot een nieuwe borgstelling binnen de maand na de aangetekende kennisgeving van elke heffing op de borgtocht door het Gewest.

6.6. De borgtocht wordt vrijgemaakt binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van het proces-verbaal van oplevering bedoeld in artikel 18.4.

Betaling van taksen en belastingen – Kosten voor de aansluiting en het gebruik van diensten

Art. 7. De concessionaris verbindt zich tot het betalen van alle bijdragen, onroerende voorheffingen, belastingen of bestaande of toekomstige taksen op de in concessie gegeven goederen en op de constructies en installaties aller aard die hij gedurende de concessie zou kunnen bouwen.

De kosten voor eventuele aansluitingen op de in concessie gegeven goederen en op alle installaties, alsmede de verbruikskosten (water, gas, elektriciteit, telefoon, kabeltelevisie,...) worden door de concessionaris gedragen, behalve andersluidende bepaling in de bijzondere concessie.

Plaatsbeschrijving

Art. 8. De in concessie gegeven goederen worden ter beschikking gesteld van de concessionaris in de staat waarin ze zich bevinden, met alle heersende en lijdende erfdiensbaarheden die er deel van uitmaken. De concessionaris erkent de in concessie gegeven goederen te hebben onderzocht en kennis te hebben genomen van hun toestand.

Het Waalse Gewest is niet gehouden tot vrijwaring tegen zichtbare gebreken aan de in concessie gegeven goederen, ongeacht de aard ervan.

In aanwezigheid van alle partijen wordt een nauwkeurige plaatsbeschrijving opgemaakt op grond van een fotoreportage. Ze wordt goedgekeurd door de vertegenwoordigers van de partijen bij de bijzondere concessie binnen dertig kalenderdagen na de datum van inwerkingtreding van de concessie. Dat document omvat een volledige lijst van de goederen gelegen op het in concessie gegeven domein en een gedetailleerde beschrijving van hun toestand. Het moet opgesteld worden door de concessionaris. De plaatsbeschrijving maakt noodzakelijk deel uit van de bijzondere concessie.

Voorwaarden i.v.m. het gebruik, beheer, onderhoud en herstel van de in concessie gegeven goederen

Art. 9.1. Verplichtingen van de concessionaris

9.1.1. Verplichtingen i.v.m. het gebruik en het beheer van de in concessie gegeven infrastructuren

Algemeen :

9.1.1.a. De concessionaris mag de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme alleen gebruiken overeenkomstig de bestemming ervan en op redelijke wijze, met inachtneming van de wet- en regelgeving.

Hij moet met name voldoen aan :

1° de bepalingen van de algemene regelgeving betreffende de waterwegen van het Rijk;

2° de bepalingen bedoeld in het decreet van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt

9.1.1.b. De concessionaris moet bij de bevoegde overheden de nodige vergunningen (bestaande en toekomstige) verkrijgen voor de exploitatie van de in concessie gegeven goederen.

9.1.1.c. De concessionaris moet op eigen kosten overgaan tot de periodieke wettelijke controles van de gebouwen en voorzieningen waarop de bijzondere concessie betrekking heeft of die hij op de in concessie gegeven goederen heeft opgericht of laten oprichten.

9.1.1.d. De concessionaris is t.o.v. derden en het Waalse Gewest verantwoordelijk voor verliezen, schade of ongevallen die veroorzaakt kunnen worden door het gebruik van de concessie.

9.1.1.e. De concessionaris neemt de aanleg- en meertijden in acht die in de berichten aan de binnenvaart vastliggen.

9.1.1.f. De concessionaris treft op eigen kosten de nodige maatregelen tot bescherming van de in concessie gegeven installaties.

Meer bepaald :

9.1.1.g. De concessionaris moet :

1° wat de aanmeerplaatsen betreft :

- a) regelmatig het huisvuil ophalen;
- b) de informatie aan watersporters bijwerken;

2° wat de relais betreft, naast de verplichtingen opgelegd aan de aanmeerplaatsen :

- a) de lokalen regelmatig schoonmaken;
- b) de lokalen regelmatig ontsmetten;
- c) de leidingen tegen vorst beschermen;

3° wat de jachthavens betreft, naast de verplichtingen opgelegd aan de relais :

a) een register houden van de boten die binnenvaren en uitvaren, overeenkomstig het model uitgegeven door het Gewest;

b) een wachtlijst opmaken van de boten die permanent willen blijven liggen, overeenkomstig het model uitgegeven door het Gewest

9.1.1.h. Bovenstaande voorschriften worden aangevuld met specifieke verplichtingen voor de in concessie gegeven infrastructuren. Die verplichtingen liggen vast in de bijzondere concessie.

9.1.2. *Verplichtingen i.v.m. het onderhoud van de in concessie gegeven infrastructuren.*

9.1.2.a. De concessionaris moet de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme nauwkeurig onderhouden. Daartoe moet hij onder meer :

1° wat de aanmeerplaatsen betreft :

- a) de steigers onderhouden, met inbegrip van de vernieuwing van de loopoppervlakken;
- b) de omgeving onderhouden : snoeien, maaien, paden onderhouden, omheiningen en afsluitingen herstellen....;
- c) de jaarlijkse verfwerken uitvoeren;
- d) de oevers boven het waterpeil onderhouden;

e) de infrastructuur voor informatieverstrekking aan de watersporters en de voorzieningen voor huisvuilopslag goed onderhouden.

2° wat de relais betreft, naast de onderhoudsverplichtingen opgelegd aan de aanmeerplaatsen :

- a) sanitaire installaties onderhouden;
- b) water- en elektriciteitsvoorzieningen onderhouden.

3° wat de jachthavens betreft, naast de verplichtingen opgelegd aan de relais :

- a) de onthaalinfastructuren onderhouden;
- b) de wasserijen onderhouden.

9.1.2.b. De concessionaris moet de waterweg ontdoen van exogene producten die zich in de in concessie gegeven zone bevinden en niets te maken hebben met de natuurlijke waterbewegingen, bijv. gezonken boten.

9.1.2.c. Bovenstaande voorschriften worden aangevuld met specifieke verplichtingen voor de in concessie gegeven infrastructuren. Die verplichtingen liggen vast in de bijzondere concessie.

9.1.3. *Verplichtingen i.v.m. het herstel van de infrastructuren.*

9.1.3.a. De concessionaris staat in voor het herstel van :

1° alle schade veroorzaakt door het gebruik van de infrastructuur;

2° alle schade veroorzaakt door een natuurverschijnsel of overmacht en toegebracht aan andere infrastructuren dan oevers, beddingen van waterwegen en steigers.

9.1.3.b. Bovenstaande voorschriften worden aangevuld met specifieke verplichtingen voor de in concessie gegeven infrastructuren. Die verplichtingen liggen vast in de bijzondere concessie.

9.2. *Verplichtingen van het Waalse Gewest*

9.2.1 De herstelwerken aan oevers, als gevolg van een verouderde staat, overmacht of een natuurverschijnsel, worden door het Gewest uitgevoerd.

9.2.2. Het Gewest staat ook in voor de uitbaggering van de waterstations. Het Gewest beslist als enige of de uitbaggering uitgevoerd moet worden en is niet verplicht die werken op een welbepaald tijdstip te verrichten. De concessionaris mag daarvoor geen vergoeding eisen.

9.2.3. Het herstel of de vervanging van de steigers wegens verouderde staat, overmacht of natuurverschijnsels zijn voor rekening van het Gewest.

9.2.4. Het Gewest geeft de concessionaris minstens drie maanden op voorhand bij aangetekend schrijven kennis van de geplande werken, behalve in spoedgevallen waarin de werken zo snel mogelijk na de kennisgeving aangevat worden

9.2.5. Het Gewest heeft overigens geen verplichtingen i.v.m. met het onderhoud van de in concessie gegeven goederen, aangezien de handelingen en de desbestedende kosten uitsluitend ten laste van de concessionaris vallen.

9.2.6. Als de door het Gewest uit te voeren werken de in concessie gegeven goederen geheel of gedeeltelijk onbruikbaar maken, heeft de concessionaris recht op een vermindering van de volgende jaarlijkse bijdrage naar rata van de onbruikbare oppervlakte en van de duur van de onbruikbaarheid.

Inachtneming van het openbaar karakter van de infrastructuren voor riviertoeerisme

Art. 10. De in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme valt onder het openbaar domein van het Gewest.

De concessionaris moet ervoor zorgen dat het openbaar karakter van de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme in acht genomen wordt door zijn personeel en door elke persoon of instelling die hij met het beheer van de installaties belast. Dat houdt o.a. in dat alle watersporters, zonder onderscheid, vrije toegang tot de infrastructuur moeten krijgen.

De concessionaris maakt daartoe een exploitatiereglement op dat hij binnen drie maanden na de inwerkingtreding van de bijzondere concessie ter goedkeuring voorlegt aan het Gewest.

Het exploitatiereglement mag in geen geval afwijken van het bestek, noch van de bijzondere concessie. Elke clause in het exploitatiereglement die van het bestek afwijkt, wordt nietig verklaard. Het Gewest heeft het recht om ambtshalve wijzigingen aan te brengen in de artikelen van het exploitatiereglement die in strijd zouden zijn met het openbaar karakter van de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme

De concessionaris moet dezelfde procedure volgen voor elke wijziging die later in het exploitatiereglement wordt aangebracht.

Toegang tot de in concessie gegeven goederen

Art. 11. De personeelsleden van het Gewest moeten permanent toegang krijgen tot de in concessie gegeven infrastructuren om hun opdrachten te vervullen, meer bepaald om te controleren of de watersporters de aanleg- en meertijden in acht nemen.

De personeelsleden moeten ook steeds toegang krijgen tot de in concessie gegeven infrastructuren om te controleren of de concessionaris de door dit bestek en de bijzondere concessie opgelegde verplichtingen nakomt.

Artikel 5 de van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij (vrijboord) is van toepassing, behalve andersluidende wetsbepalingen.

Tarieven van toepassing op watersporters

Art. 12. De concessionaris bepaalt de tarieven en betalingsvoorwaarden die van toepassing zijn op de watersporters en deelt ze mee aan het Gewest. Elke wijziging van tarieven en betalingsvoorwaarden wordt eveneens aan het Gewest meegedeeld.

De tarieven mogen in geen geval de volgende drempels overschrijden :

	Per jaar (permanent) of min. 5 maanden	Per maand	Per week (7 dagen)	Per overnachting
Jachthaven	50 euro/strekkende meter	12,5 euro/strekkende meter	Forfait van 60 euro	Forfait van 12,5 euro
Aanmeerplaats	Zonder voorwerp	10 euro/strekkende meter	Forfait van 50 euro	Forfait van 10 euro
Relais	Zonder voorwerp	Zonder voorwerp	Zonder voorwerp	Zonder voorwerp

Bovenstaande tarieven houden geen rekening met water- en elektriciteitsvoorziening, noch met huisvuilopslag. De bootlengte wordt berekend door de strekkende meter op een hele eenheid af te ronden.

Parkeren in de meerplaatsen is gratis.

Bovenstaande tarieven worden aangepast overeenkomstig artikel 3.2 van dit bestek.

Informatieverstrekking aan de watersporters

Art. 13. De concessionaris legt een afschrift van dit bestek ter inzage voor de watersporters. Voor een aanmeerplaats moet alleen artikel 10 van dit bestek aangeplakt worden.

De concessionaris plakt bij de ingang van de infrastructuur voor riviertoeerisme eveneens het door het Gewest goedgekeurde exploitatiereglement aan.

Gebouwen en werken op de in concessie gegeven goederen

Art. 14.1. Vergunning om op de in concessie gegeven goederen te bouwen of werken uit te voeren

De concessionaris mag op de in concessie gegeven terreinen gebouwen oprichten of werken uitvoeren voorzover hij zich houdt aan de vigerende reglementen en aan de wettelijke voorschriften terzake.

Vóór de uitvoering van de gebouwen en werken op de in concessie gegeven goederen moet de concessionaris de voorafgaande schriftelijke toestemming van het Gewest verkrijgen.

Daartoe bezorgt de concessionaris het Gewest een volledig dossier dat noodzakelijkerwijs bestaat uit een technisch dossier (desbetreffende plannen en documenten,...), een financieel dossier (kosten van de werken en financiering, lening, subsidies, enz.) en een economisch dossier (weerslag van de werken op de ontwikkeling van de infrastructuur).

Op grond van het in het vorige lid bedoelde dossier kan het Gewest zich ertoe verbinden aan het einde van de concessie de gebouwen die de concessionaris wil oprichten, in eigendom over te nemen. Het Gewest geeft de concessionaris kennis van zijn verbintenis op het moment dat het instemt met de uitvoering van de gebouwen of werken

14.2. Vervreemding van de gebouwen

Het is de concessionaris verboden de door hem op een in concessie gegeven terrein opgerichte gebouwen ten gunste van derden te vervreemden of met een hypotheek te bezwaren, behalve voorafgaande schriftelijke toestemming van het Gewest.

14.3. Werken ten laste van het Gewest

Tijdens de concessie hoeft het Gewest geen nieuwe werken uit te voeren of gebouwen op te trekken, behalve andersluidende bepaling in de bijzondere concessie.

Het Gewest stuurt de concessionaris minstens drie maanden vóór aanvang van de werken een aangetekende kennisgeving van elke geplande wijziging van de plaatsbeschrijving, behalve in spoedgevallen waarin de werken zo snel mogelijk na de kennisgeving beginnen. De concessionaris is uitdrukkelijk verplicht elke faciliteit te verlenen voor de uitvoering van de door het Gewest bestelde of toegelaten werken op de in concessie gegeven goederen.

14.4. Afstand van het recht van natrekking

Tijdens de concessie doet het Gewest ten gunste van de concessionaris eenvoudig om niet afstand van het recht van natrekking, dat hem krachtens de bepalingen van het Burgelijke Wetboek toekomt, op de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme, zodat de concessionaris alleen eigenaar wordt van de gebouwen die hij op eigen kosten heeft opgericht of laten oprichten.

Het Gewest blijft eigenaar van het fonds.

Afstand, onderconcessie of overdracht van het beheer van de infrastructuur
voor riviertoerisme door de concessionaris aan een derde

Art. 15.1. Het is de concessionaris verboden de concessie over te dragen of de goederen geheel of gedeeltelijk in onderconcessie te geven, behoudens voorafgaande schriftelijke vergunning van het Gewest.

15.2. In geval van afstand moet de concessionaris door het Gewest erkend zijn. Hij wordt de enige gesprekspartner van het Gewest en valt integraal onder het toepassingsgebied van dit bestek en de bijzondere concessie.

De oorspronkelijke concessionaris wordt van zijn verplichtingen ontslagen.

15.3. In geval van onderconcessie moet de persoon die de infrastructuur in onderconcessie geeft, door het Gewest erkend zijn. De concessionaris blijft evenwel de enige gesprekspartner van het Gewest en wordt niet ontslagen van zijn verplichtingen.

Het onderconcessiecontract wordt goedgekeurd door het Gewest.

De concessionaris moet ervoor zorgen dat de persoon die de infrastructuur in onderconcessie geeft, het door het Gewest goedgekeurde exploitatiereglement in acht neemt. De persoon die de infrastructuur in onderconcessie geeft, mag geen eigen exploitatiereglement opmaken, noch de in artikel 9.1.1.g, 3°, bedoelde wachtlijst bijhouden.

De persoon die de infrastructuur in onderconcessie geeft, valt onder de toepassing van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit dit bestek en de bijzondere concessie.

Zonder de voorafgaande schriftelijke vergunning van het Waalse Gewest mag de concessionaris aan de persoon die de infrastructuur in onderconcessie geeft, geen zakelijk recht verlenen op andere installaties of gebouwen opgericht op de in concessie gegeven goederen dan die bedoeld in dit bestek.

15.4. Het lot van de concessie geldt ook voor elke verbintenis die de concessionaris met derden aangaat en waarvan de effecten in ondergeschikt verband staan met de uit de concessie voortvloeiende rechten – met name oppervlakterechten – en met de verplichtingen van de concessionaris.

15.5. Het is de concessionaris verboden preciaire machtigingen op de in concessie gegeven infrastructuren aan derden af te geven, behoudens voorafgaande schriftelijke toestemming van de concessiegever.

Wijziging van de concessie

Art. 16. Elke wijziging van de infrastructuur wordt door de partijen bij de bijzondere concessie d.m.v. aanhangsels bekendgemaakt.

Aansprakelijkheid en verzekeringen

Art. 17.1. Aansprakelijkheid

De concessionaris is verantwoordelijk voor alle schade en ongevallen i.v.m. de exploitatie van de in concessie gegeven goederen en, meer algemeen, i.v.m. de uitoefening van de rechten en verplichtingen die hem door de concessie worden toegewezen.

Hij ziet af van elk beroep tegen het Gewest uit hoofde van dergelijke schade of ongevallen en verbindt zich ertoe het beroep in zijn verzekeringscontracten te laten opnemen.

Bovendien verzekert hij het Gewest tegen elk beroep dat tegen hem zou kunnen worden ingesteld uit hoofde van bovenvermelde schade of ongevallen, met inbegrip van de beroepen gegrond op artikel 1384, eerste lid (gebrek van de zaak), of 544 (verstoring van de nabuurschap) van het Burgerlijk Wetboek. Hij komt vrijwillig tussen in procedures die om die reden tegen het Gewest worden ingesteld.

Die voorwaarden moeten duidelijk vermeld worden in alle contracten en het bewijs ervan moet door de concessionaris geleverd worden bij het overmaken van de attesten waarvan sprake hieronder.

17.2. Verzekeringen

17.2.1. Algemeen

De concessionaris is verplicht bij één of meer verzekeringsmaatschappijen, die in een Lid-Staat van de Europese Unie gevestigd en in België erkend zijn, één of meer verzekeringspolissen aan te gaan ter dekking van brand-, ontploffings-, waterschaderisico's, van de civielrechtelijke aansprakelijkheid in het algemeen en van alle specifieke risico's inherent aan zijn activiteit. Alle verzekeringen moeten de materiële en lichamelijke risico's dekken.

De concessionaris verbindt zich ertoe die risico's op voldoende wijze door zijn verzekeraar te laten dekken gedurende de hele duur van de concessie.

Voor elke verzekering zullen het afzien van de in de algemene voorwaarden bedoelde stilzwijgende verlenging van de polis, de opzegging van de verzekering vóór de vervaldatum ervan, de wijzigingen van de verzekerde waarden die in de verzekering van de gebouwen zouden kunnen worden aangebracht, de opschorting of opzegging van de polissen, de niet-betaling van de premie t.o.v. het Waalse Gewest pas gevolg hebben na een opzegtermijn van één maand, die de verzekeringsmaatschappij hem bij ter post aangetekend schrijven toestuuft.

De concessionaris moet bewijzen dat hij verzekeringen heeft gesloten. Daartoe legt hij binnen dertig dagen na de datum van inwerkingtreding van de concessie en later op elk verzoek van het Waalse Gewest attesten van de verzekeringsmaatschappijen over.

De verzekeringscontracten die niet voldoen aan de bepalingen van dit bestek, moeten uiterlijk vijftien dagen na de aanvraag van het Waalse Gewest aangepast worden.

De verzekerde bedragen moeten aangepast worden telkens als het nodig is.

Het Waalse Gewest moet bij aangetekend schrijven in kennis gesteld worden van alle schade, op z'n vroegst en uiterlijk binnen vijftien dagen na het voorkomen ervan.

17.2.2. Bijzondere verzekeringen

Onder de verzekeringen waarvan sprake in de vorige leden worden meer bepaald de volgende opgegeven :

17.2.2.a. Brandverzekering

De concessionaris sluit een brandverzekering in het kader waarvan de verzekerde bedragen jaarlijks aangepast worden op grond van het indexcijfer ABEX van de consumptieprijzen.

De polis dekt voor de risico's inherent aan brand, bliksem, ontploffing, de val van vliegtuigen of voorwerpen uit de lucht

1° de waarde van de wederopbouw van de installaties van de concessionaris en van het Waalse Gewest;

2° de betaling aan het Gewest van de bijdragen voor de ingebruikneming van de goederen tijdens de hele duur van de periodes waarin ze niet meer geëxploiteerd kunnen worden wegens een schadegeval;

- 3° de opruimings- en sloopkosten;
- 4° de aflossings-, reddings- en bewaringskosten
- 5° het beroep ingesteld door de bureu, zowel voor materiële schade als voor winstverlies ten belope van minimale kapitalen;
- 6° de elektrische risico's voor de stroominstallaties.

17.2.2.b. Aansprakelijkheidsverzekering

De concessionaris gaat een verzekering aan ter dekking van zijn civielrechtelijke aansprakelijkheid tegen derden en het Gewest uit hoofde van de exploitatie van de in concessie gegeven goederen.

Die verzekering omvat de burgerlijke aansprakelijkheid voor onroerende goederen

De aansprakelijkheidsverzekering « exploitatie » bevat een clause luidens welke het Waalse Gewest geldig gedekt is als begunstigde verzekerde.

Verplichtingen van de concessionaris aan het einde van de concessie

Art. 18.1. Alle goederen die in concessie worden gegeven of die gelegen zijn op het in concessie gegeven perceel moeten aan het einde van de concessie in perfecte staat zijn, ook bedoeld perceel.

In het geval van goederen die door de concessionaris opgericht en door het Gewest overgenomen worden en van in concessie gegeven goederen, wordt verstaan onder perfecte staat het onderhoud en de bewaring ervan als een goede huisvader.

In het geval van opgerichte goederen waarvoor het Gewest beslist heeft de eigendom niet over te nemen, wordt verstaan onder perfecte staat de afbraak ervan en de sanering van het perceel. De afbraak is voor rekening van de concessionaris, onverminderd artikel 20.2. Het puin moet door hem afgevoerd worden, met inachtneming van de wetgeving op het storten van afvalstoffen

18.2. De partijen bij de concessie maken gezamenlijk de lijst op van de goederen gelegen op het in concessie gegeven perceel. Ze bepalen de goederen die op de vervaldatum van de concessie afgebroken moeten worden, die waarvan de eigendom door het Gewest wordt overgenomen, alsmede de eventueel uit te voeren saneringswerken.

Bij de opstelling van die lijst wordt rekening gehouden met de in artikel 14.1 bedoelde verbintenissen inzake de overname van de eigendom.

Als de concessie eindigt omdat haar looptijd verstreken is, wordt de lijst opgesteld binnen twintig maanden vóór de vervaldatum van de concessie.

Als de concessie eindigt door opzegging van één van de partijen, wordt de lijst zo spoedig mogelijk na de kennisgeving van de opzegging opgesteld.

18.3. De concessionaris moet de nodige maatregelen treffen opdat alle in concessie gegeven onroerende goederen in perfecte staat zouden zijn aan het einde van de bijzondere concessie of van de opzegging.

Als de concessionaris verzuimt de in het eerste lid bedoelde verplichting na te komen, gebruikt het Gewest de borgtocht om de door hem gemaakte kosten te dekken.

18.4. Op de vervaldatum van de concessie of op de opzegdatum maakt het Gewest een proces-verbaal van oplevering op waarbij de perfecte staat van de gezamenlijke goederen die op het perceel liggen, wordt vastgesteld.

Ontbindingen

Art. 19.1. Algemene bepaling

Elke ontbinding wordt schriftelijk ingediend mits aangetekende verzending van een opzegtermijn van zes maanden.

19.2. Ontbinding door de concessionaris

De concessionaris mag de bijzondere concessie ontbinden in de volgende gevallen :

1° in geval van overmacht;

2° in geval van gedeeltelijke overname van de in concessie gegeven goederen door het Gewest als de concessionaris van oordeel is dat hij de op de overige goederen toegelaten activiteiten niet meer kan uitoefenen onder normale rendabiliteitsvoorwaarden.

19.3. Ontbinding door het Waalse Gewest :

19.3.1. Het Gewest mag de bijzondere concessie ontbinden in de volgende gevallen :

1° ten algemenen nutte;

2° in geval van overmacht.

19.3.2. Het Waalse Gewest mag tevens de concessie elk ogenblik zonder vergoeding ontbinden, onverminderd zijn recht om daarenboven schadevergoeding te eisen in de volgende gevallen :

1° in het algemeen als de concessionaris regelmatig één van de bepalingen van dit bestek of van de bijzondere concessie overtreedt.

2° meer bepaald als :

a) het openbaar karakter van de in concessie gegeven infrastructuur voor riviertoeerisme niet in acht wordt genomen;

b) de bijdragen niet worden betaald;

c) de concessionaris op de in concessie gegeven goederen een andere activiteit uitoefent dan die bedoeld in artikel 2 van de bijzondere concessie;

d) de verzekeringscontracten niet aan de clauses van dit bestek aangepast zijn;

e) de concessionaris de in concessie gegeven goederen en terreinen en de daarop opgerichte gebouwen ter beschikking stelt van derden zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van het Waalse Gewest;

f) de in concessie gegeven goederen en terreinen slecht beheerd en onderhouden worden.

19.4. Verschuldigde bijdrage in geval van ontbinding

In geval van ontbinding blijft de jaarlijkse bijdrage invorderbaar. Elke geïnde bijdrage wordt definitief toegewezen aan het Gewest.

In de gevallen bedoeld in de artikelen 19.2 en 19.3.1 wordt het bedrag van de verschuldigde bijdrage berekend over de periode tussen de verjaardatum van de bijzondere concessie en de einddatum van de opzegging.

19.5. Einde van de concessie

De concessie eindigt op de einddatum van de opzegging bedoeld in artikel 19.1

Door het gewest te betalen vergoedingen

Art. 20.1. Vergoeding voor de door de concessionaris opgerichte gebouwen

Als het Gewest beslist de eigendom van een door de concessionaris opgericht goed aan het einde van de concessie of in geval van vervroegde einddatum over te nemen, betaalt het de concessionaris een vergoeding gelijk aan de financiële last van het niet-gesubsidieerde deel dat op de overnamedatum nog te dragen is.

20.3. Verschuldigde vergoeding in geval van ontbinding ten algemene nutte of in geval van overmacht

Als het Gewest overeenkomstig artikel 19.3.1. de bijzondere concessie ten algemene nutte of bij overmacht ontbindt, betaalt het de concessionaris een vergoeding die overeenstemt met de door de concessionaris geleden schade en met de winstderving te wijten aan de ontbinding.

De vergoeding wordt bepaald na schatting door deskundigen. Ze houdt rekening met de eventuele kosten voor de afbraak van de door de concessionaris opgerichte gebouwen.

Er wordt een college van deskundigen opgericht om de vergoeding te schatten. Elke partij bij de bijzondere concessie wijst een deskundige aan. Als beide deskundigen het niet eens zijn over het bedrag van de vergoeding, wijzen ze een derde deskundige aan en beslist het college bij meerderheid van stemmen

Bij gebrek aan overeenstemming bij de aanwijzing van de derde deskundige, wordt hij op verzoek van de meest gereede partij aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die krachtens de bijzondere concessie territoriaal bevoegd is. Hetzelfde geldt als een partij haar deskundige verzuimt aan te wijzen binnen de maand na de aanvraag die haar is toegestuurd.

Openbaarmaking

Art. 21. Het is de concessionaris uitdrukkelijk verboden d.m.v. borden, aanplakbiljetten...voortdurend publiciteit te maken als de boodschap geen verband heeft met de op de site ontwikkelde activiteit, onverminderd de toepassing van de wetten en verordeningen inzake bekendmaking en openbaarmaking.

Leidende dienst

Art. 22. Leidende dienst voor de uitvoering van de concessie :

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS
(MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER)
Direction de la Gestion domaniale des Voies hydrauliques
(Directie Beheer Domeingoeederen Waterwegen)
rue du Canal de l'Ourthe 9,
4030 ANGLEUR.

De Leidende Dienst is belast met de opvolging en de controle van de vlotte uitvoering van de bijzondere concessie en van dit bestek.

Elke briefwisseling is aan die dienst te richten.

Kosten

Art. 23. De kosten inherent aan de bijzondere concessie, meer bepaald voor zegels, plannen en registratie, zijn voor rekening van de concessionaris.

Controle op de inachtneming van de concessie

Art. 24.1. Als het Gewest vaststelt dat de concessionaris één van zijn verplichtingen niet nakomt, maakt het een proces-verbaal waarvan het hem bij ter post aangetekend schrijven kennis geeft, behalve bij niet-betaling van de bijdrage. De concessionaris wordt verzocht orde op zaken te stellen.

Bij gebrek aan rechtvaardiging van de concessionaris binnen veertien dagen na de verzending van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid of in geval van niet-aangenomen rechtvaardiging stuurt het Gewest hem een aanmaning waarbij hij orde op zaken moet stellen binnen de door het Gewest bepaalde termijn.

In het laatste geval legt het Gewest de concessionaris een vaste boete van 1.250 euro op, waaraan een dagelijkse boete van 100 euro wordt toegevoegd tussen de datum van de kennisgeving en de datum waarop vastgesteld wordt dat de concessionaris weer aan de voorschriften voldoet.

24.2. In geval van voortdurend verzuim mag het Gewest ambtshalve maatregelen treffen. Die maatregelen bestaan, al naar gelang het geconstateerde verzuim, in de ontbinding van de concessie zelf of in het herstel van de in concessie gegeven goederen. Daartoe hoeft het Gewest geen nieuwe ingebrekestelling of aanmaning aan de concessionaris te richten. Het geeft hem bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing om de maatregelen van ambtswege te treffen en vermeldt de aard ervan. De concessionaris mag zich niet verzetten tegen de uitvoering van die werken

Het verzuim wordt als voortdurend beschouwd als het geheel of gedeeltelijk blijft bestaan aan het einde van de termijn waarover de concessionaris beschikt om orde op zaken te stellen.

24.3. De boetes en de door het Waalse Gewest gemaakte kosten zijn voor rekening van de concessionaris.

Bij gebrek aan betaling binnen zestig dagen na de aanmaning tot betaling wordt het bedrag van de boete in mindering gebracht van de borgtocht.

Wijziging in het bestek

Art. 25. Dit bestek mag eenzijdig gewijzigd worden op gezamenlijk voorstel van de Ministers belast met de Openbare Werken en Toerisme.

Elke wijziging in dit bestek wordt door de in artikel 22 bedoelde Leidende Dienst bij ter post aangetekend schrijven aan de concessionaris meegedeeld.